

RAPPORT 2006



Groupe de
haut niveau sur
l'Éducation pour tous
Sixième réunion

Le Caire, Égypte
14-16 novembre 2006

RAPPORT 2006



Groupe de
haut niveau sur
l'Éducation pour tous
Sixième réunion

Le Caire, Égypte
14-16 novembre 2006

Pour toute information, s'adresser à :
Division de la coordination internationale
et du suivi de l'Éducation pour tous
Secteur de l'éducation
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Téléphone : +33 (0) 1 45 68 08 17
Fax : +33 (0) 1 45 68 56 26
E-mail : dfu@unesco.org
site Web : www.unesco.org
Web site: www.unesco.org

La version provisoire de ce rapport a été communiquée à l'ensemble des participants
de la cinquième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous.

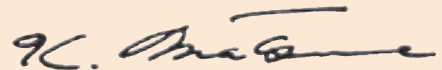
Préface

J'ai le plaisir de présenter ici le rapport de la sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT). Chaque année, cette réunion, point fort du calendrier de l'EPT, nous rassemble pour évaluer les progrès, définir les problèmes, renforcer notre élan et nos partenariats et pour renouveler notre détermination à atteindre les objectifs de l'EPT. Je suis sincèrement reconnaissant au gouvernement et au peuple égyptien pour l'hospitalité et pour le soutien qu'ils nous ont offerts.

On dit souvent que l'apprentissage commence à la naissance – et le thème de la réunion de 2006 faisait écho à cette conviction. Pour la première fois, le premier objectif de l'EPT – la protection et l'éducation de la petite enfance (EPPE) – s'est vu accorder une attention particulière par le Groupe de haut niveau et par le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*. Les participants ont exprimé fermement l'idée que l'EPPE n'est pas seulement une base essentielle pour la scolarité ultérieure, mais qu'elle soutient également – tout comme elle est soutenue par eux – les efforts en direction des autres objectifs de l'EPT.

L'an dernier, les promesses d'accroissement de l'aide à l'éducation faites par la communauté internationale ont été un signe encourageant. Elles démontrent que la communauté internationale accorde à l'éducation l'importance qu'elle mérite en tant que facteur essentiel pour parvenir à un développement humain durable. L'un des messages clairs de la réunion du Caire est que nous devons veiller soigneusement à ce que les promesses se concrétisent par des décaissements et que l'aide atteigne les pays et les populations pour lesquels les défis de l'EPT restent décourageants.

En prenant plus de recul, il est clair que nous sommes en train d'accomplir des progrès considérables en matière d'EPT, et il me semble particulièrement encourageant de savoir que ces progrès sont les plus rapides dans les pays qui ont le plus de chemin à parcourir. Il devrait s'agir pour la communauté internationale d'une invitation de plus à maintenir fermement son engagement en faveur de l'EPT. Le sourire sur le visage d'une petite fille qui parvient enfin à aller à l'école nous rappelle que nos débats et nos décisions se traduisent par une différence réelle et durable dans la vie des gens. C'est là tout à la fois notre horizon et notre récompense.



Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Table des matières

Messages essentiels de la sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT 6

Introduction 8

- L'ENGAGEMENT DE L'ÉGYPTE EN FAVEUR DE L'EPT 8
- L'ÉDUCATION AU PASSÉ, AU PRÉSENT ET AU FUTUR 9
- 2006 : DE GRANDS CHANGEMENTS, DE GRANDS DÉFIS, DE GRANDES POSSIBILITÉS 10

1. Que faudra-t-il pour accélérer le progrès en direction des objectifs de l'EPT ? – dernières évaluations 11

- LE RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'EPT : UN BON DÉPART 11
- PAKISTAN : DES IDÉES POUR L'AVENIR 12
- QATAR : LA COORDINATION EST ESSENTIELLE ... 12
- CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION : UNE ACTION FONDÉE SUR LES DROITS 13
- PERSPECTIVES 14

2. Politiques et stratégies pour développer la protection et l'éducation de la petite enfance – qu'est-ce qui fait la différence au niveau des pays ? 15

- NORVÈGE : L'EPPE ET LES FILLES 15
- UNICEF : REGARDER VERS L'AVENIR 15
- GROUPE CONSULTATIF SUR LES SOINS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE : LIENS 16
- PERSPECTIVES 17

3. Des réponses plus fortes et plus complètes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA 19

- GUYANA : L'ACTION PUBLIQUE 19
- KENYA : RENVERSER LA TENDANCE 19
- SOUTIEN INTERNATIONAL 20
- PERSPECTIVES 21

4. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : les promesses ne suffisent pas 23

- BRÉSIL : DES FINANCEMENTS NATIONAUX ET EXTERNES 23
- BANQUE MONDIALE : DES PROGRÈS ET DES DÉFIS 23
- CANADA : UNE BONNE ATTITUDE DE LA PART DES DONATEURS 25
- PERSPECTIVES 25

5. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : y a-t-il d'autres options ? ... 27

- FRANCE: INTENSIFIER L'ACTION 27
- NIGERIA: DES NOUVELLES SOURCES DE FONDS .. 27
- PERSPECTIVES 28

6. Le partenariat dans le contexte du plan d'action global pour la réalisation des objectifs de l'EPT 30

- FÉDÉRATION DE RUSSIE: LE PARTENARIAT AU SERVICE DE LA QUALITÉ 30
- ROYAUME-UNI : EXPLOITER L'AVANTAGE COMPARATIF 30
- UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES RÉSEAUX 31
- PERSPECTIVES 32

7. Comment aller de l'avant .. 33

- RÉPONSES 34

Conclusion 35

Appendices 36

APPENDICE I: COMMUNIQUÉ DE LA SIXIÈME RÉUNION DU GROUPE DE HAUT NIVEAU SUR L'ÉDUCATION POUR TOUS 36

APPENDICE II: DISCOURS D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO 42

APPENDICE III : LISTE DES PARTICIPANTS 45

APPENDICE IV : PROGRAMME DE LA RÉUNION 55

APPENDICE V : LISTE DES MANIFESTATIONS ANNEXES 59

Sigles et Acronymes 60

Messages essentiels de la sixième réunion du Groupe de haut niveau

■ Sur l'accélération des progrès en direction des objectifs de l'EPT

- ▷ Les objectifs de l'EPT sont interconnectés. La réalisation de chaque objectif dépend des progrès réalisés en direction des autres objectifs. Une action globale permettra que tous les objectifs de l'EPT reçoivent leur juste part d'attention et de soutien.
- ▷ Des partenariats forts entre tous les partenaires de l'EPT assurent des progrès rapides. Des échanges Sud-Sud sur les meilleures pratiques sont particulièrement importants pour renforcer les capacités en matière d'EPT dans les pays en développement.
- ▷ Les enseignants qualifiés sont rares. Le développement de programmes de formation et de mécanismes de recrutement des enseignants améliorera l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci.

■ Sur les politiques et les stratégies visant à étendre l'EPPE

- ▷ L'EPPE est essentielle pour un développement sain de l'enfant. L'investissement dans l'EPPE à l'échelle nationale et internationale soutiendra les progrès pour l'ensemble du programme de l'EPT.
- ▷ L'EPPE exige une approche globale embrassant différents secteurs.
- ▷ Un engagement politique sans réserve est essentiel pour élargir l'accès à des programmes d'EPPE au niveau des pays et pour assurer la qualité de ces programmes.
- ▷ Les programmes d'EPPE ont l'impact le plus fort dans les collectivités les plus défavorisées. L'affectation de ressources à ces collectivités optimisera les résultats.

■ Sur le renforcement des ripostes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA

- ▷ Une plus grande sensibilisation à la gravité du VIH/SIDA est nécessaire. Les enseignants, les dirigeants politiques, les médias locaux, les organisations de la société civile et les donateurs jouent un rôle essentiel pour encourager le dialogue et le partage de l'information sur le VIH/SIDA.

- ▷ L'épidémie de VIH/SIDA prélève un tribut dévastateur sur les enseignants. Le développement de programmes de formation des enseignants et l'accroissement des efforts visant à encourager les enseignants infectés par le VIH/SIDA à rester dans les écoles contribuera à réduire l'impact de l'épidémie sur les systèmes éducatifs.
- ▷ Les jeunes, et spécialement les filles, sont particulièrement vulnérables au VIH/SIDA. Une attention renforcée à l'accès et au maintien des filles à l'école et à l'achèvement de leur scolarité réduira leur vulnérabilité.
- ▷ L'intégration d'une éducation au VIH/SIDA dans le programme scolaire est une stratégie essentielle pour prévenir la diffusion de l'épidémie, en particulier lorsque cette démarche est liée à des mécanismes pertinents de formation des enseignants.

■ Sur la mobilisation de ressources pour l'EPT et l'amélioration de l'efficacité de l'aide

- ▷ L'objectif de mobilisation de 11 milliards de dollars EU par an pour l'EPT ne sera atteint que si de nouvelles ressources sont mobilisées. Des transferts de dettes, des mécanismes de financement à long terme et un accroissement des ressources externes et nationales sont quelques-uns des moyens permettant d'atteindre cet objectif.
- ▷ L'optimisation de l'utilisation de l'aide nationale et internationale disponible est essentielle pour atteindre les objectifs de Dakar. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont des moyens puissants d'améliorer l'efficacité de l'aide.

■ Sur le renforcement des partenariats dans le contexte du Plan d'action global

- ▷ Les partenariats sont essentiels à la mise en œuvre du Plan d'action global. L'EPT a besoin de partenaires multiples pour maximiser les apports et l'énergie mobilisés en faveur de ce mouvement. Le rôle et les responsabilités de chaque partenaire doivent être clairement définis.
- ▷ La réalisation des objectifs de l'EPT dépend du soutien des ministres des finances de chaque pays.

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

OBJECTIFS DE L'EPT

1. Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance
2. Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme
3. Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition des connaissances ainsi que des compétences liées à la vie courante
4. Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici 2015
5. Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici 2015
6. Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et garantir son excellence pour tous



Introduction

Six ans après Dakar, les responsables de l'éducation de 32 pays, 11 organisations internationales et 8 réseaux de la société civile se sont réunis pour attirer une fois encore l'attention du monde sur les progrès accomplis à l'échelle mondiale pour réaliser l'EPT. La sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT, tenue au Caire (Égypte) du 14 au 16 novembre 2006, rassemblait des représentants de pays en développement, de donateurs bilatéraux, d'institutions multilatérales, de la société civile et du secteur privé.

M. Yousri El Gamal, Ministre de l'éducation d'Égypte, qui présidait la cérémonie d'ouverture de la réunion, a souhaité avec enthousiasme la bienvenue aux participants. Son allocution inaugurale était suivie des interventions du Premier ministre d'Égypte, M. Ahmed Nazif, et du Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura. Après la cérémonie d'ouverture, qui avait lieu au Mena House Oberoi Hotel, une réception était offerte par le Ministre de l'éducation d'Égypte.

Les débats du Groupe à haut niveau étaient organisés en sept séances principales, consacrées aux thèmes suivants :

1. Que faudra-t-il pour accélérer le progrès en direction des objectifs de l'EPT ? – Dernières évaluations
2. Politiques et stratégies pour développer l'éducation et la protection de la petite enfance – qu'est-ce qui fait la différence au niveau des pays ?
3. Des réponses plus fortes et plus complètes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA
4. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : les promesses ne suffisent pas
5. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : y a-t-il d'autres options ?
6. Le partenariat dans le contexte du Plan d'action global pour la réalisation des objectifs de l'EPT
7. Comment aller de l'avant ?

Une session finale était consacrée à l'approbation du Communiqué du Caire, rédigé au cours de la réunion par un « groupe de sherpas » auquel participaient plusieurs observateurs. Ce communiqué a été adopté à l'unanimité par le Groupe de haut niveau (voir Appendice 1).

La réunion s'est enrichie de plusieurs événements secondaires qui la précédaient, consacrées à des aspects spécifiques de l'EPT :

- ▷ la réunion du Comité consultatif mondial de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) ;
- ▷ la réunion annuelle du partenariat de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA), qui englobait une réunion du Fonds de développement des programmes d'éducation et une réunion du Fonds catalytique ;
- ▷ une réunion informelle de l'Équipe spéciale mondiale sur le travail des enfants.

Ces événements étaient destinés à renforcer la collaboration entre tous les partenaires de l'EPT et assurer l'unité du programme de travail.

Le présent rapport, qui est une synthèse des événements et des débats de la réunion, s'articule en suivant le programme de celle-ci. La suite de cette section rend donc compte des allocutions prononcées lors de la cérémonie d'ouverture et les sept sections suivantes reprennent les exposés et les débats des séances de travail qui ont suivi. La section finale revient sur le caractère particulier de cette réunion et sur ses résultats.

■ L'ENGAGEMENT DE L'ÉGYPTE EN FAVEUR DE L'EPT

M. Yousri El Gamal, Ministre de l'éducation d'Égypte

M. Yousri El Gamal a tout d'abord souhaité aux participants la bienvenue en Égypte et a insisté sur l'importance de la coopération à haut niveau pour atteindre les objectifs de l'EPT. L'éducation, comme l'exprime la Déclaration universelle des droits de l'homme, est un droit humain essentiel et un élément fondamental pour garantir tous les

droits de l'homme. L'Égypte est fermement engagée en faveur de la réalisation des objectifs de l'EPT et de l'accomplissement de progrès rapides dans cette direction.

L'Égypte est pleinement convaincue de l'immense valeur de l'EPPE et reconnaît que celle-ci a un impact essentiel sur le développement des enfants et sur leurs résultats scolaires ultérieurs. L'EPPE devrait répondre d'une manière globale aux besoins de tous les enfants – de la nutrition aux apprentissages scolaires – et répondre également à tous les besoins de chaque enfant. L'Égypte a accompli des efforts majeurs pour accroître l'accès et la scolarisation et pour améliorer la qualité des programmes d'EPPE existants. Avec ses partenaires internationaux, le Early Childhood Enhancing Project, qui touche 152 villes économiquement défavorisées de tailles moyennes et grandes, coordonne la construction de nouvelles crèches, le développement de la scolarisation, un programme d'alimentation scolaire, des initiatives de formation des enseignants et de développement des programmes scolaires et le renforcement des capacités en matière d'EPPE et d'administration.

L'Égypte fait également des progrès rapides vers la réalisation des autres objectifs de l'EPT. Depuis 2000, le nombre des écoles a augmenté de 18 %, le taux d'abandon est tombé à moins de 1 % dans l'enseignement primaire, l'apprentissage électronique et la formation aux technologies de l'information ont été offerts à 7 700 écoles, le taux d'analphabétisme a été réduit dans une proportion importante et les écoles ont presque atteint la parité entre les sexes. Le ministère de l'éducation a également mis en place une autorité nationale chargée d'assurer le suivi de la qualité de l'éducation et de faire en sorte que les normes nationales soient respectées. « Passer du stade de l'accessibilité à celui de la qualité de l'éducation a exigé la collaboration de tous les efforts, à l'échelle locale et internationale, et l'échange d'expertises appliquées, pour le bénéfice de nos enfants et de nos jeunes », a conclu M. El Gamal.

■ L'ÉDUCATION AU PASSÉ, AU PRÉSENT ET AU FUTUR

M. Ahmed Nazif, Premier ministre d'Égypte

M. Ahmed Nazif, Premier ministre d'Égypte, a commencé son allocution en souhaitant à ses hôtes

la bienvenue au nom du Président Mohamed Hosni Moubarak, qui est un fervent défenseur de l'éducation. Tout au long de sa longue histoire, l'Égypte a entretenu une longue tradition de savoir. Ces valeurs sous-tendent aujourd'hui l'engagement résolu de l'Égypte en faveur de la réalisation des objectifs de l'EPT. L'éducation contribue au développement des futurs dirigeants, à surmonter la pauvreté et à renforcer la croissance économique. L'UNESCO, dont l'Égypte est fière d'être l'un des membres fondateurs, joue un rôle vital pour encourager des progrès tangibles en matière d'éducation et pour offrir des enceintes dans lesquelles les pays peuvent mettre en commun leur expertise et leurs idées.

Afin que les générations futures incarnent la bonne citoyenneté, l'honnêteté et l'amabilité, les enfants d'aujourd'hui doivent être armés pour naviguer à travers la culture moderne et la mondialisation. L'EPPE est un fondement essentiel en vue d'une telle formation. Les dirigeants politiques, les savants, les experts et les citoyens concernés doivent promouvoir des politiques nationales favorisant l'EPPE, des normes de qualité pour les secteurs gouvernementaux, les organismes internationaux et la société civile, ainsi qu'une prise de conscience de la société de l'importance que revêtent des programmes d'EPPE de qualité.

L'Égypte considère l'EPPE comme une priorité essentielle dans sa planification nationale du développement de l'éducation. Ses trois principaux objectifs d'avenir dans ce domaine sont :

- ▷ de faire passer la capacité des crèches de 15,3 % en 2005 à 60 % en 2010 ;
- ▷ d'améliorer la qualité des programmes d'EPPE par la formation des enseignants, le développement des programmes scolaires et des services d'alimentation scolaire ;

« L'Égypte est fière du rôle unique que joue l'UNESCO pour répandre la paix par l'éducation, la science et la culture. »

M. Ahmed Nazif
Premier ministre
d'Égypte

« ...Nous nous réunissons en un temps de grands changements, de grands défis et de grandes possibilités. »

Mr Koïchiro Matsuura
Directeur général
de l'UNESCO

- ▷ de renforcer la capacité institutionnelle en matière d'EPPE par des normes de résultats et le perfectionnement professionnel.

L'Égypte est déjà en passe de réaliser ces objectifs. La coordination et la coopération entre tous les partenaires du développement sont essentielles pour que l'Égypte atteigne ses propres objectifs éducatifs et les objectifs de l'EPT.

■ 2006 : DE GRANDS CHANGEMENTS, DE GRANDS DÉFIS, DE GRANDES POSSIBILITÉS M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et remercié l'Égypte d'accueillir la réunion, le Directeur général a tout d'abord analysé l'avancement du programme de l'EPT en 2006. Il a mis en relief les principaux événements internationaux qui, au cours de cette année, ont contribué à la poursuite des progrès en direction des objectifs de l'EPT : la sixième réunion ministérielle d'examen de l'E-9, tenue à Monterrey (Mexique), qui a révélé la volonté et la capacité croissantes dont témoignent les pays de l'E-9 pour résoudre leurs problèmes dans le domaine de l'EPT et offrir leur expertise aux pays confrontés à des problèmes similaires par le biais de la coopération Sud-Sud ; le Sommet du G8 tenu à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), au cours duquel les responsables mondiaux ont réaffirmé leur soutien aux objectifs de l'EPT et leur engagement en faveur de la réalisation de ces objectifs ; les réunions du Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Singapour, qui ont rappelé à la communauté mondiale l'objectif consistant à consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'APD et souligné le potentiel de l'Initiative de mise en œuvre accélérée pour accroître l'aide à l'éducation ; ainsi qu'une série de réunions régulières consacrées au Plan d'action global pour l'EPT, qui ont visé à affiner le plan, à en améliorer la coordination et à progresser vers son application au niveau national.

Le Directeur général a évoqué l'importance qu'il y avait à prendre acte des résultats des efforts accomplis pour atteindre les objectifs de l'EPT. Les conclusions du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007* montrent que des progrès importants ont été réalisés. Le nombre

d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire a augmenté, un mouvement plus important se fait sentir vers la parité entre les sexes et l'aide internationale s'accroît. Malgré ces progrès, toutefois, des problèmes demeurent. Les taux d'assiduité scolaire et d'achèvement restent faibles dans certaines régions, le nombre de garçons scolarisés reste plus élevé en moyenne que celui des filles, et le pourcentage de financement national affecté à l'éducation a, en réalité, décru dans 41 pays entre 1999 et 2004.

Le fait de mettre l'accent sur ces chiffres ne vise pas à minimiser les succès obtenus, mais plutôt à accélérer les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs prévus pour 2015. Les thèmes de la réunion suivent donc largement ceux du Rapport 2007, et notamment celui auquel ce rapport est particulièrement consacré : *Un bon départ : éducation et protection de la petite enfance*. Bien qu'elle ne soit pas explicitement un objectif du Millénaire pour le développement (OMD), l'EPPE est vitale pour le bien-être des enfants, pour leurs résultats scolaires ultérieurs et pour la réalisation d'autres objectifs de l'EPT et d'autres OMD. En reconnaissant les nombreux bénéfices sociaux, psychologiques, physiques et économiques des programmes d'EPPE pour la vie des enfants et de leurs parents, les partenaires du développement doivent chercher à faire en sorte que l'EPPE devienne possible pour tous les enfants. Outre l'EPPE, l'éducation au VIH/SIDA et la mobilisation des ressources sont deux questions d'une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de l'EPT.

La coordination et la coopération entre tous les partenaires de l'EPT sont vitales. La réforme des Nations Unies, qui vise à renforcer les partenariats entre les institutions multilatérales, renforcera le cadre établi par le Plan d'action global en vue d'une coopération cohérente et se traduira par une plus grande unification du programme des Nations Unies au niveau des pays.

Pour conclure, nous vivons un temps de grands changements, de grands défis et de grandes possibilités. Tous les partenaires et tous les amis de l'EPT doivent travailler ensemble et s'efforcer vigoureusement d'ouvrir des possibilités nouvelles et réelles d'éducation de base pour ceux qui n'en n'ont pas encore. L'UNESCO s'honore de son engagement à prendre la tête de ce mouvement.

1. Que faudra-t-il pour accélérer le progrès en direction des objectifs de l'EPT ? – dernières évaluations

Cette séance avait pour objet d'évaluer les progrès accomplis récemment en direction des objectifs de l'EPT et d'identifier des stratégies susceptibles d'accélérer l'action. Les éléments présentés dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 – Un bon départ : Éducation et protection de la petite enfance* font apparaître que la communauté mondiale a accompli des progrès, mais qu'il est impératif d'intensifier l'action en matière d'EPT afin d'atteindre les objectifs prévus pour 2015. Le président de cette séance, M. Abba S. Ruma, Ministre d'État de l'éducation du Nigéria, après avoir souhaité la bienvenue aux participants et souligné l'importance des conclusions de ce rapport, a fait part de ses réflexions sur les progrès et les problèmes du Nigéria sur la voie des objectifs de l'EPT et a invité les panélistes et participants à s'exprimer dans le même esprit.

■ LE RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'EPT : UN BON DÉPART

En qualité de Directeur de l'Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, M. Nicholas Burnett a posé les fondations de cette séance et des débats qui devaient

suivre en présentant les conclusions du rapport sur l'EPPE et sur les progrès réalisés à l'échelle mondiale en direction des objectifs de l'EPT :

L'impératif de l'EPPE.

« Les jeunes enfants sont en danger », a déclaré M. Burnett. Il y a des réalités choquantes, comme le fait que 1 800 enfants soient infectés chaque jour par le VIH, 31 % des enfants des pays en développement souffrent modérément ou gravement de rachitisme et 10,5 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année, le plus souvent de maladies qui pourraient être évitées.

L'EPPE, qui englobe la nutrition, la santé et l'hygiène, le développement physique et affectif, les compétences sociales et l'éducation, peut rendre les enfants moins

vulnérables en répondant d'une manière globale à leurs besoins. L'EPPE contribue également à la réalisation d'autres objectifs de l'EPT : une action précoce a pour résultat de meilleurs taux d'accès, de rétention et d'achèvement à l'école primaire, par de moindres taux de redoublement, par un meilleur développement du langage, de la nutrition et de la stimulation psychosociale, par une sensibilisation précoce à l'égalité entre les sexes et par une plus grande scolarisation des filles. En outre, les programmes d'EPPE connaissent les retours les plus élevés pour les enfants les plus pauvres et les plus défavorisés. Une étude menée aux États-Unis sur les enfants Afro-américains de familles à faibles revenus a ainsi montré que ceux qui participaient à des programmes d'EPPE avaient un Q.I. plus élevé à l'âge de cinq ans, une meilleure réussite scolaire et des revenus plus élevés à l'âge de 40 ans. Le Brésil, la Colombie, l'Égypte et l'Inde ont également été cités comme ayant connu des retours élevés sur leurs programmes d'EPPE.

Situation de l'EPPE. Le rapport fait apparaître des résultats mitigés quant aux progrès réalisés à l'échelle mondiale vers la réalisation de l'objectif 1 de l'EPT (développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance). La scolarisation dans l'enseignement primaire a triplé en trente ans et plus d'un enfant sur trois est désormais scolarisé. En outre, l'écart entre les sexes dans l'EPPE est faible dans la plupart des pays. Cependant, de nombreux pays ne disposent toujours pas de programmes consacrés à la santé, à la nutrition et à la protection et à l'éducation des enfants de moins de trois ans, et l'EPPE reste une priorité faible dans de nombreux pays en développement et parmi les donateurs. De plus, le rapport fait apparaître une plus grande participation des enfants des foyers les plus riches aux programmes d'EPPE et une participation plus faible pour les enfants des foyers les plus pauvres.

Aller de l'avant. Le rapport propose une triple approche pour accélérer les progrès en matière d'EPPE, recommandant de mettre plus fortement l'accent sur la qualité, les politiques et le financement. En premier lieu, la qualité des interactions entre l'enfant et les travailleurs sociaux est le déterminant le plus important du succès d'un programme d'EPPE. Certains points sur lesquels on pourrait insister pour améliorer la qualité sont : la formation, l'implication positive des parents, la continuité entre la maison et l'école, la formation du personnel et la mise en place de normes. En deuxième lieu, le cadre des politiques nationales doit

Points de vue des panélistes

Rapport mondial de suivi sur l'EPT : « *Les jeunes enfants sont en danger* ».

Pakistan : « *Le nombre d'enfants non scolarisés a décliné, mais demeure bien trop élevé* ».

Qatar : « *Tout le monde est responsable du fait que 77 millions d'enfants ne soient pas scolarisés* ».

Campagne mondiale pour l'éducation : « *Nous croyons que le rêve de l'Éducation pour tous est réalisable* ».

soutenir les progrès en matière d'EPPE. Les mesures créant un environnement politique propice consistent notamment en un soutien politique de plus haut niveau, la création d'une institution responsable de la coordination de l'EPPE et de l'intégration de l'EPPE dans les plans nationaux de développement. En troisième lieu, il faut davantage de financements nationaux et internationaux. Dans l'intervalle, les ressources limitées actuellement disponibles devraient être affectées aux enfants qui en ont le plus besoin, notamment à ceux qui appartiennent aux communautés aux revenus les plus faibles, qui vivent dans des zones reculées et dans des bidonvilles urbains, ainsi qu'aux handicapés ou à ceux qui sont touchés par des situations d'urgence.

Où en sommes-nous en matière d'EPT ? Sur 125 pays, 47 ont atteint les objectifs de l'EPT. Les pays qui sont le plus en retard pour atteindre ces objectifs réalisent les progrès les plus rapides. En particulier, environ un tiers des pays (sur 181) a réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, le financement de l'éducation de base continue d'augmenter – doublant presque entre 2000 et 2004 – et la scolarisation poursuit sa croissance, avec de fortes augmentations observées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest. Cependant, malgré ces progrès, des problèmes

demeurent. On compte encore 77 millions d'enfants non scolarisés, un adulte sur cinq ne dispose pas des compétences élémentaires en matière d'alphabétisme et l'enseignement secondaire est soumis à de graves pressions du fait de l'accroissement de la scolarisation dans le primaire. Il est vital d'améliorer les taux de rétention et d'achèvement scolaires. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007* met en avant cinq mots pour guider l'action à venir : approche globale, urgence, intégration, financement et petite enfance.

■ PAKISTAN : DES IDÉES POUR L'AVENIR

Le principal panéliste, M. Javed Ashraf Qazi, Ministre de l'éducation du Pakistan, a commencé son exposé en exprimant son soutien aux résultats du Rapport mondial de suivi et en reconnaissant la nécessité d'une accélération des progrès vers les objectifs de l'EPT. Il a confirmé qu'il convenait d'accorder une attention accrue aux domaines suivants :

- ▷ une planification avisée reposant sur des stratégies réalisables et un financement adéquat ;
- ▷ un financement plus fiable et plus diversifié ;
- ▷ une coordination entre les gouvernements nationaux et les partenaires internationaux du développement ;
- ▷ des possibilités d'allègement de la dette ;
- ▷ le renforcement des capacités dans les domaines de la gouvernance financière, du suivi et de l'évaluation, ainsi qu'en matière de TIC ;
- ▷ des programmes incitatifs destinés aux enfants non scolarisés ;
- ▷ des programmes de formation préalable et continue et des conditions de rémunération attractives pour les enseignants.

Prévalence des programmes d'EPPE destinés aux enfants de moins de 3 ans par région, vers 2005

	Pays situés dans une région disposant de programmes ouverts aux enfants de moins de 3 ans (%) ¹	Nombre de pays où cette information est disponible
Monde	53	198
Afrique Subsaharienne	42	45
États arabes	35	20
Asie centrale	89	9
Asie de l'Est et Pacifique	43	30
Asie du Sud et de l'Ouest	44	9
Amérique latine/Caraïbes	61	41
Amérique du Nord/Europe occidentale	92	24
Europe centrale et orientale	35	20

1. Proportion de pays au sein d'une région qui font état d'un programme destiné à une population incluant les enfants de moins de 3 ans (par exemple un programme accueillant les enfants de 2 à 6 ans).

Source : UNESCO-BIE, 2006 ; *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 – Un bon départ : Éducation et protection de la petite enfance*, Paris, UNESCO, (p. 135)

■ QATAR : LA COORDINATION EST ESSENTIELLE

« Tout le monde est responsable du fait que 77 millions d'enfants ne soient pas scolarisés », a déclaré M^{me} Sheikah AL-Mahmoud, Ministre de

l'éducation du Qatar. L'UNESCO ne peut pas réaliser seule les objectifs de l'EPT. La coopération bilatérale et la détermination politique sont les clés de la réalisation des objectifs de l'EPT. Les donateurs doivent s'attacher à y collaborer en qualité de partenaires et participer à la planification des stades de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation. L'UNESCO doit continuer à assurer une large sensibilisation à l'urgence des objectifs de l'EPT et encourager les pays à partager régulièrement avec la communauté internationale leur expérience des projets d'éducation. Le Qatar accomplit d'importants efforts pour atteindre les objectifs de l'EPT et pour favoriser la coopération régionale, en particulier en matière d'EPPE. Le Qatar a construit 7 000 centres d'alphabétisation à travers le pays, qui dispensent des services gratuits aux groupes marginalisés et offrent aux jeunes des occasions d'acquérir des compétences utiles ; il a également mis en place une stratégie globale d'amélioration des crèches. La Première Dame du Qatar, en coopération avec l'UNESCO, a lancé un programme visant à permettre aux étudiants irakiens d'étudier au Qatar et a créé plusieurs équipes spéciales pour la construction de centres d'alphabétisation en Mauritanie, et organisera une réunion régionale sur l'alphabétisation en mars 2007. M^{me} Al-Mahmoud a conclu son intervention en invitant l'UNESCO à organiser au Qatar, en 2010, une réunion intitulée « de Dakar à Doha ».

■ CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION : UNE ACTION FONDÉE SUR LES DROITS

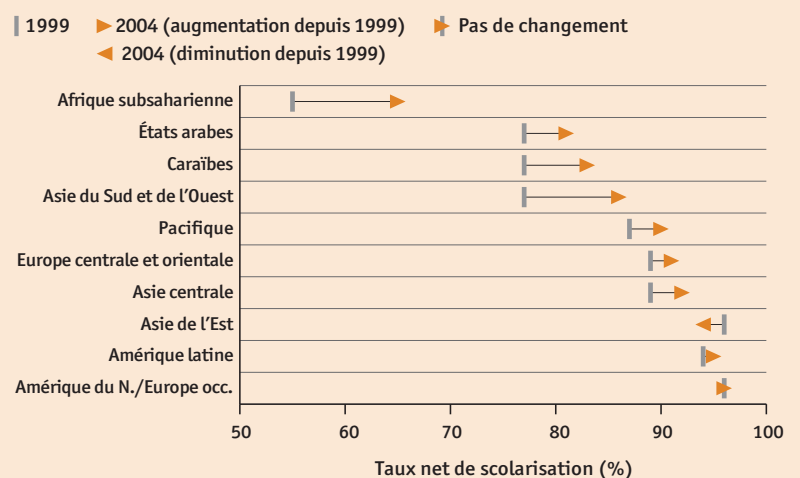
Le troisième panéliste, M. Kailash Satyarthi, Président de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME), a tout d'abord applaudi les progrès réalisés depuis 2000 en direction de l'EPT. Le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 40 à 50 millions, l'aide à l'éducation continue d'augmenter, les frais de scolarité ont été supprimés dans de nombreux pays et l'EPT et l'IMOA continuent de recevoir un soutien politique. Malgré les progrès, des problèmes importants demeurent. Quelque 80 millions d'enfants restent non scolarisés, près d'un milliard d'adultes ne disposent pas de compétences en matière d'alphabétisme et trop d'enfants commencent leur scolarité sans l'achever. La campagne de 2007 de la CME, intitulée : « Ensemble pour les droits à l'éducation, maintenant ! », réclame des plans nationaux d'éducation visant les enfants difficiles à atteindre, intégrant des stratégies de long terme

spécifiques au contexte et tendant à élargir le vivier d'enseignants et de travailleurs sociaux qualifiés. Des plans fondés sur les droits comportent certains des éléments essentiels suivants :

- ▷ suppression des frais de scolarité ;
- ▷ soutien au revenu des foyers dépendants du travail des enfants ;
- ▷ mesures visant à intégrer les filles, les enfants ayant des besoins spéciaux et les jeunes et adultes ayant dépassé l'âge officiel de la scolarisation ;
- ▷ amélioration des conditions de recrutement, de rémunération et de travail des enseignants ;
- ▷ élargissement de l'accès à la scolarisation dans le secondaire et aux programmes d'EPPE.

Tant les pays riches que les pays pauvres ont un rôle à jouer. Les pays pauvres doivent manifester leur engagement politique en dégagant à l'échelle nationale un financement adéquat ; les dépenses publiques devraient représenter au moins 6 % du produit national brut (PNB), dont une moitié au moins allouée à l'éducation de base, et l'éducation devrait représenter 20 % des budgets nationaux. Les pays donateurs doivent assurer un financement adapté, prévisible et de long terme. Les donateurs doivent également utiliser leur influence politique pour garantir un soutien fiscal pour

Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire, 1999-2004



Source : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 – Un bon début : Éducation et protection de la petite enfance. Paris, UNESCO, (p. 1)

les investissements et pour minimiser les effets négatifs des plafonds de rémunération.

M. Satyarthi a conclu son exposé en citant la question judicieuse d'un écolier du Malawi : « *M'avez-vous demandé de quoi j'ai besoin en tant qu'élève ?* »

■ PERSPECTIVES

Le président a ouvert le débat en relevant le consensus qui s'exprimait dans les exposés des panélistes lorsqu'il s'agissait de définir quelles étaient les questions qui devaient être considérées comme importantes. La communauté mondiale souscrit sans réserve aux éléments présentés dans le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007* et reconnaît que, bien que des progrès aient été accomplis pour atteindre les objectifs de l'EPT, beaucoup de travail reste à faire. Au cours du débat animé qui a suivi les exposés des panélistes, trois thèmes majeurs se sont fait jour comme des stratégies importantes pour améliorer les progrès en matière d'EPT : l'approche globale, les partenariats et la qualité.

Action globale. Les participants ont exprimé leur préoccupation devant le fait que, depuis Dakar, les programmes d'EPT et les schémas de financement soient devenus plus étroits, tendant à se concentrer sur un objectif à la fois au lieu de les traiter comme un ensemble interconnecté. Ce phénomène contribue au délaissement politique et financier dont souffrent certains objectifs, notamment ceux qui sont consacrés à la qualité et à l'alphabétisme des adultes. Chacun des objectifs de l'EPT est important et la réalisation de chacun d'entre eux dépend du succès de la réalisation des autres. Il est donc nécessaire de concevoir des stratégies nationales et internationales globales qui abordent ensemble tous les objectifs. Ont notamment été suggérés en vue d'une planification holistique de l'éducation : des programmes d'alimentation scolaire, des services de vaccination, des programmes de subventions pour l'achat du matériel et des uniformes, l'investissement dans la formation des enseignants, l'amélioration de la pédagogie et le renforcement des capacités. En outre, l'approche globale doit s'étendre au ciblage des populations. Toutes les populations, en particulier celles qui sont marginalisées ou vivent dans des zones difficiles d'accès, doivent être incluses dans les stratégies de développement.

Des partenariats renforcés. Des partenariats efficaces sont essentiels pour tous les partenaires, à tous les niveaux de la planification.

- ▷ Les partenariats entre les pays bénéficiaires de l'aide, les donateurs et les institutions de développement doivent être renforcés afin de garantir des financements sûrs à long terme et le respect des engagements. En outre, les responsabilités des donateurs dans les partenariats au niveau des pays devraient comprendre un suivi et un contrôle adéquats.
- ▷ Les partenariats entre les gouvernements nationaux et la société civile devraient être renforcés. La société civile et les gouvernements devraient collaborer étroitement en vue de hiérarchiser les questions de politique et d'améliorer l'efficacité de la planification à haut niveau.
- ▷ La coopération Sud-Sud et l'échange des meilleures pratiques ont une importance particulière pour l'accélération des progrès en matière d'EPT. Les pays du Sud qui ont réussi à atteindre les objectifs de l'EPT sont bien placés pour aider d'autres pays en partageant leurs idées, leur expérience et leurs meilleures pratiques. Les pays connaissant des problèmes similaires et disposant d'accords mutuels devraient mettre en place des partenariats et des mécanismes devraient être créés pour faciliter les échanges Sud-Sud.

Enseignants. Une question importante qui freine les progrès vers les objectifs de l'EPT est le manque d'enseignants qualifiés. Ce manque s'explique notamment par l'accroissement de la scolarisation des élèves, le développement des systèmes éducatifs, la fréquence des migrations, le SIDA et le faible niveau des normes qui s'imposent aux enseignants. Il contribue à un déclin de la qualité de l'éducation. La situation est particulièrement grave dans les zones rurales. Les enseignants nouveaux et inexpérimentés sont, en effet, souvent affectés aux zones rurales, où les conditions d'enseignement sont les plus difficiles et les ressources dont ils disposent les plus rares. Les remèdes pourraient notamment consister à investir dans des programmes de formation des enseignants au moyen de financements nationaux et bilatéraux, à créer des bibliothèques mobiles afin d'aider les enseignants en milieu rural, à améliorer la qualification des enseignants par l'élévation du niveau d'éducation requis et à instaurer des normes de recrutement des enseignants.

2. Politiques et stratégies pour développer la protection et l'éducation de la petite enfance – qu'est-ce qui fait la différence au niveau des pays ?

Points de vue des panélistes

Norvège : « *Les filles peuvent changer le monde* ».

UNICEF : « *Au vu (...) d'arguments forts et fondés sur les faits, je suggère que la question n'est plus de savoir pourquoi nous devons investir dans l'EPPE, mais comment nous pouvons le faire au mieux* ».

Groupe consultatif : « *La petite enfance offre une base solide pour le succès de l'éducation et pour une bonne santé. Investir dans les jeunes enfants économise de l'argent et se révèle payant à long terme* ».

La séance II avait pour objet de débattre des stratégies permettant d'atteindre l'objectif de l'EPPE. Le débat s'est concentré sur l'identification des stratégies et politiques renforçant les programmes d'EPPE aux niveaux national et international. Les participants ont également évoqué l'importance relative de l'EPPE dans le contexte des autres objectifs de l'EPT et les moyens de fournir des ressources suffisantes

pour atteindre les objectifs de l'EPPE. La séance était présidée par M. Yousri El Gamal, Ministre de l'éducation d'Égypte.

■ NORVÈGE : L'EPPE ET LES FILLES

La principale panéliste, M^{me} Bente Nilson, Directrice par intérim du département pour l'éducation et la recherche de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), a souligné l'importance de l'EPPE pour l'éducation des filles et défini des recommandations en vue de l'action future. Elle a tout d'abord souligné certaines incidences positives de l'EPPE. Celle-ci peut offrir aux enfants une base solide pour l'apprentissage, encourager leur scolarisation en temps utile et améliorer la capacité des travailleurs sociaux à prendre soin des enfants. L'EPPE est particulièrement importante pour les filles, car elle accroît leur motivation, leurs attentes et leur estime de soi et leur donne les moyens de mieux se protéger contre la violence et le VIH/SIDA, ainsi que dans les situations d'urgence. Plus largement, l'EPPE est favorable à l'éducation des filles, car elle accroît leur scolarisation et leur assiduité en les soulageant des responsabilités du soin des enfants et en encourageant la sensibilisation à l'égalité entre les sexes à un âge précoce. M^{me} Nilson a exposé les quatre éléments d'une planification efficace de l'EPPE : cadres politiques, développement des programmes, stratégie et suivi.

i. Les cadres politiques devraient répondre aux besoins des garçons et des filles de la naissance à l'âge de 8 ans et encourager une gestion et une coordination efficaces en précisant les responsabilités et les engagements des secteurs publics. commitments of government sectors.

ii. Les programmes d'EPPE devraient être développés au niveau national afin de donner accès à tous les enfants, en particulier à ceux qui appartiennent à des groupes défavorisés ou vivent dans des lieux difficiles d'accès. L'UNGEI et d'autres partenaires internationaux peuvent aider les gouvernements à promouvoir l'EPPE, à mobiliser des ressources et à donner aux collectivités les moyens de développer l'EPPE au niveau local.

iii. Les programmes d'EPPE devraient viser à améliorer une éducation des parents qui tienne compte des questions de genre, à accroître la préparation des enfants à l'école par des activités d'apprentissage précoce et à préparer les écoles à un enseignement respectueux des questions de genre en mettant l'accent sur des méthodes d'enseignement centrées sur l'enfant.

iv. L'impact et l'efficacité des programmes d'EPPE devraient donner lieu à un suivi mené selon des normes nationales, avec des évaluations tenant compte du sexe et des données désagrégées par sexe sur la santé, la nutrition et l'éducation des enfants.

« Les filles peuvent changer le monde », a conclu M^{me} Nilson.

■ UNICEF : REGARDER VERS L'AVENIR

« Au vu (...) d'arguments forts et fondés sur les faits, je suggère que la question n'est plus de savoir pourquoi nous devons investir dans l'EPPE, mais comment nous pouvons le faire au mieux », a déclaré M^{me} Rima Salah, Directrice exécutive adjointe de l'UNICEF, qui a commencé son exposé en expliquant que l'EPPE est une priorité essentielle de l'éducation et du développement. L'EPPE est impérative pour la réalisation de l'OMD 2 (assurer l'éducation primaire pour tous), de l'OMD 3 (promouvoir l'égalité des sexes

et l'autonomisation des femmes), de l'OMD 4 (réduire la mortalité infantile) et de l'OMD 5 (améliorer la santé maternelle). Des programmes d'EPPE de qualité préparent les enfants pour l'école, de telle sorte qu'ils ont plus de chances d'être mieux scolarisés et d'obtenir de meilleurs résultats scolaires, et moins de risques d'abandonner. L'EPPE promeut également une socialisation précoce des deux sexes et favorise la survie des enfants et la santé maternelle. Se tournant vers l'avenir, M^{me} Salah a suggéré quatre stratégies visant à renforcer les initiatives d'EPPE aux niveaux national et international.

Des politiques globales. L'EPPE est intégrée par nature, incluant l'éducation des parents, la prise en charge communautaire des enfants, la santé, la nutrition, l'hygiène et la propreté, la protection contre les mauvais traitements et la négligence, ainsi que la stimulation psychosociale. Les pays doivent donc mettre en place des stratégies et des mécanismes de coordination de portée globale et trans-sectorielle en vue d'aborder l'EPPE dans tous les secteurs pertinents.

Une planification ciblée. L'UNICEF a souligné l'importance de viser les enfants les plus défavorisés et marginalisés dans les programmes d'EPPE. Les programmes d'EPPE destinés à ces enfants se révèlent particulièrement bénéfiques pour le pays.

Des partenariats renforcés. En matière de partenariats, un nouveau sens de l'urgence et de l'honnêteté s'impose, qui ne doit pas être considéré comme un cliché. Des partenariats efficaces sont essentiels pour atteindre les objectifs de l'EPT et les OMD, ainsi que pour surmonter les problèmes.

Un espoir. Les enfants représentent l'espoir pour l'avenir. Il est vital de conserver cette réalité présente à l'esprit en travaillant à atteindre les objectifs de l'EPT.

M^{me} Salah a conclu son propos en décrivant des images représentant des enfants jouant et allant à l'école après le tsunami qui a frappé l'Asie et l'accord de paix intervenu au Sud Soudan. Un « profond sentiment d'espoir a remplacé le traumatisme, le désespoir et la peur pour ces mêmes enfants (...) [notre travail] est de contribuer à susciter cette joie, ce plaisir simple, cette fierté et cet espoir pour l'avenir (...) pour tous nos avenir ».

■ GROUPE CONSULTATIF SUR LES SOINS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE : LIENS

M^{me} Louise Zimanyi, Codirectrice du Groupe consultatif sur les soins et le développement de la petite enfance, a mis en lumière les liens qui unissent l'EPPE et la réalisation des objectifs de l'EPT, et esquissé des recommandations visant à « bâtir des fondations solides ». Elle a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant le fait que de nombreux systèmes éducatifs manquent à leurs devoirs envers les enfants « dès le tout début ». Les enfants ne sont pas prêts pour l'école et les écoles ne sont pas prêtes pour les enfants ; dans de nombreux pays, l'abandon ou le redoublement touchent jusqu'à la moitié des élèves de première année.

L'objectif 1 de l'EPT est essentiel pour pallier les désavantages sociaux et économiques, garantir les droits des enfants, réduire la pauvreté et assurer la réalisation de tous les objectifs de l'EPT. Les programmes d'EPPE jouent un rôle de tremplin pour atteindre les autres objectifs de l'EPT. L'EPPE favorise l'objectif 2 (assurer à tous les enfants un enseignement primaire obligatoire et gratuit) en facilitant la scolarisation dans l'enseignement primaire et en encourageant une transition harmonieuse vers l'école primaire, ce qui se traduit par des abandons moins nombreux. L'EPPE favorise les objectifs 3 (assurer un accès équitable à des programmes adéquats) et 4 (améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes) de l'EPT en offrant aux travailleurs sociaux un accès à des programmes d'éducation des parents et des adultes. L'EPPE favorise l'objectif 5 de l'EPT (éliminer les disparités entre les sexes) en promouvant la parité entre les sexes, qui encourage une participation équitable à la scolarisation dans l'enseignement primaire. L'EPPE favorise l'objectif 6 de l'EPT (améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation) en améliorant la participation et les résultats des enfants dans toutes les écoles.

M^{me} Zimanyi a défini les caractéristiques principales d'un programme d'EPPE de qualité, affirmant que de tels programmes devaient :

- ▷ être complets, intégrant l'ensemble des besoins des enfants de zéro à huit ans, notamment la

santé, la nutrition, l'hygiène et le développement cognitif et psychosocial ;

- ▷ être dispensés dans la langue maternelle de l'enfant ;
- ▷ s'efforcer d'enrichir la protection et l'éducation des enfants ayant des besoins spéciaux ;
- ▷ comprendre des activités centrées sur l'enfant et reposant sur la famille et la collectivité ;
- ▷ être étroitement coordonnés avec les enseignants des première et deuxième années de l'enseignement primaire ;
- ▷ renforcer les politiques nationales.

Les programmes d'EPPE devraient se voir accorder plus d'attention et plus d'investissements. Afin d'assurer un bon départ à tous les jeunes enfants, il est essentiel d'accroître l'engagement politique à haut niveau, d'intégrer l'EPPE dans les budgets nationaux et dans tous les plans sectoriels et DSRP, et d'accroître le financement public et les engagements de la part des donateurs. Elle a ensuite posé quatre pierres d'angle pour l'action future.

- 1. Commencer dès le départ.** Intégrer le développement de l'enfant, la stimulation précoce et l'information sur le rôle des parents dans les services de suivi prénatal, de puériculture et d'éducation.
- 2. Se préparer à réussir.** Assurer l'accès à deux années au moins de services de qualité de développement de la petite enfance avant l'entrée formelle à l'école, en commençant par les enfants les plus vulnérables et défavorisés.
- 3. Améliorer la qualité de l'école primaire.** Accroître les investissements et améliorer la qualité dans les trois premières classes de l'enseignement primaire en apportant aux enseignants des connaissances et une formation sur le développement de la petite enfance, en leur fournissant des matériels didactiques adaptés et en s'efforçant de réduire les effectifs des classes.

- 4. Promouvoir l'élaboration de politiques de la petite enfance.** Intégrer la petite enfance dans toutes les politiques, tous les plans et tous les instruments à l'échelle nationale, notamment dans l'IMOA et les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), et assurer des ressources adéquates et une coordination multisectorielle.

Grâce aux forces de ses partenaires et en établissant de nouvelles alliances à travers le monde, le Groupe consultatif est en train d'élaborer une campagne mondiale de plaidoyer pour la petite enfance, reposant sur la plate-forme que constituent ces quatre pierres d'angle. Cette campagne sensibilisera le public du monde entier à l'idée qu'un meilleur soutien à la petite enfance est le « bon départ » essentiel pour que les enfants réussissent dans leur vie et pour atteindre les objectifs de l'EPT et les objectifs du Millénaire pour le développement.

■ PERSPECTIVES

À la suite des exposés des panélistes, un débat animé a affirmé l'importance de l'EPPE, reconnaissant son caractère central pour améliorer la qualité de l'enseignement primaire, promouvoir le développement social et économique tout en servant d'indicateur de ce dernier, améliorer la protection des enfants ayant des besoins spéciaux, fournir aux parents et aux travailleurs sociaux un soutien et une formation supplémentaires et encourager la parité entre les sexes et le développement social. Le débat a permis un échange d'expériences nationales, qui a mis en évidence les progrès à l'œuvre dans le monde entier en matière d'EPPE et le soutien croissant de la communauté des donateurs en faveur de celle-ci. L'un des exemples cités est celui du Japon, qui en 2002 a promis 2 milliards de dollars EU sur cinq ans, dont 60 % ont été versés au cours des trois premières années. Le Japon a également envoyé des infirmières et environ 2 000 enseignants dans près de 60 pays pour soutenir l'enseignement des mathématiques, des sciences et de l'éducation sanitaire.

Les participants ont convenu de la nature globale et trans-sectorielle de l'EPPE, citant parmi ses composantes la santé, la nutrition, la propreté et l'éducation. Le groupe a souligné la nécessité d'une coopération efficace entre les secteurs et a identifié

des défis pour l'avenir. L'un d'entre eux consiste à faire en sorte que l'attention croissante accordée aux programmes d'EPPE ne porte pas atteinte aux progrès et initiatives en faveur de l'alphabétisation, de la scolarisation dans le primaire et de l'enseignement secondaire. D'autres défis consisteront à mobiliser des ressources fiables afin de combler l'écart entre la conception des plans et leur mise en œuvre efficace et d'étendre l'EPPE aux collectivités difficiles d'accès, en particulier dans les zones rurales.

Le Groupe de haut niveau a affirmé le rôle de chef de file de l'UNESCO pour favoriser de plus grands progrès de l'EPPE et a présenté les suggestions suivantes pour son action future :

- ▷ développer le plaidoyer entre pairs et la coopération Sud-Sud en matière d'EPPE et de mobilisation de ressources ;
- ▷ rechercher des moyens d'accroître les ressources nationales et la création de revenus, indépendamment du financement international ;
- ▷ établir un objectif quinquennal quantitatif pour l'EPPE ; et
- ▷ renforcer les programmes d'alphabétisation des adultes destinés aux femmes.

3. Des réponses plus fortes et plus complètes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA

Cinq composantes essentielles d'une riposte du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA :

- Une éducation de qualité.
- Contenus des programmes scolaires et outils pédagogiques.
- Formation et soutien aux enseignants.
- Mise en œuvre des politiques, structures de gestion et suivi.
- Liens plus larges – avec la santé, la nutrition, le conseil et l'information.

Cette séance avait pour objet de mettre en lumière le rôle que l'éducation doit jouer pour faire face à l'épidémie de VIH/SIDA. La communauté internationale reconnaît que des ripostes parcellaires ne suffisent pas : une riposte globale du secteur éducatif dans son ensemble est nécessaire. Conscient de cette nécessité, le président de la séance, M. Saidi Kibeya, Ministre de l'éducation nationale et de la culture du Burundi, a rappelé aux participants que l'étude de cette thématique avait été renvoyée au présent forum depuis la réunion de juillet 2006 du Groupe de travail sur l'EPT. Il a également souligné à quel point l'épidémie est devenue une menace sérieuse, en particulier dans certains pays africains, et a rappelé les

éléments essentiels d'une riposte (voir encadré). En présentant les panélistes de cette séance, le président a invité les participants à réfléchir à la manière de mieux adapter les efforts à la prévention de l'épidémie, observant que celle-ci avait continué à se répandre malgré les efforts que nous avons déployés jusqu'à présent.

■ GUYANA : L'ACTION PUBLIQUE

Le premier panéliste, M. Shaik Baksh, Ministre de l'éducation du Guyana, a déclaré que, malgré la faible population du pays – moins d'un million d'habitants – le VIH/SIDA y avait prélevé son tribut. Le Guyana a atteint la scolarisation universelle dans le primaire et s'achemine rapidement vers l'enseignement secondaire universel, se fixant un délai de cinq ans pour y parvenir. Face à ces progrès, le VIH/SIDA est porteur d'un risque de recul de la scolarisation et de pertes dans les familles, qui affecterait les perspectives éducatives des enfants. M. Baksh a décrit les mesures prises par le pays pour lutter contre le VIH/SIDA : la création d'un secrétariat national chargé du SIDA, l'organisation

d'une semaine annuelle de sensibilisation au VIH/SIDA, l'obtention d'un financement substantiel et la mobilisation du secteur privé et des organisations non-gouvernementales (ONG). Le secrétariat a notamment pour fonction essentielle d'assurer la coopération entre ministères et entre institutions. Ces initiatives se sont accompagnées d'un intense débat politique. Dans le domaine de l'éducation, l'impact de l'épidémie a été clairement ressenti – en particulier sur la fréquentation scolaire et les effectifs du personnel. Avec la migration vers l'étranger, le SIDA est l'une des principales causes expliquant que le taux annuel de pertes d'enseignants s'élève à 20 %. Le Ministre a ensuite relevé que, jusqu'à présent, la riposte n'avait toutefois pas été vraiment complète et que le secteur éducatif devait s'impliquer davantage pour que l'information pertinente puisse atteindre tous les citoyens qui en ont besoin. Outre la sensibilisation au VIH/SIDA à tous les niveaux du système éducatif – du primaire au supérieur – un besoin de développement se manifeste sous deux formes : l'intégration des approches éducatives sur le lieu de travail, dans les hôpitaux et les autres services sociaux, et un élargissement des programmes scolaires en vue d'établir des liens avec d'autres questions sanitaires, sociales et familiales. Selon le panéliste, pour atteindre ces objectifs, « le pays doit opérer une évolution fondamentale » s'il veut mettre pleinement en œuvre une riposte spécifique du secteur éducatif.

■ KENYA : RENVERSER LA TENDANCE

Le deuxième panéliste, M. Karega Mutahi, Secrétaire permanent du Ministère de l'éducation, des sciences et des technologies du Kenya, a introduit son propos par une statistique indiquant que la prévalence du VIH/SIDA avait décliné, passant de 14 % en 2000 à 5,9 % aujourd'hui. Il n'y a, cependant, pas lieu de s'en satisfaire, étant donné que l'épidémie représente encore un immense problème pour le pays. Le VIH/SIDA a été déclaré catastrophe nationale en 1999, ce qui a donné lieu à de nouvelles initiatives gouvernementales, dont un plan stratégique national en 2000 et une politique spécifique du secteur éducatif en 2004. Aujourd'hui, l'impact de l'épidémie sur le secteur éducatif peut être résumé de la manière suivante :

- ▷ augmentation de la proportion d'orphelins et du taux d'abandon – on estime à 2 millions le nombre d'orphelins, dont la moitié ne sont pas scolarisés ;
- ▷ absentéisme des enseignants, des autres membres du personnel éducatif et des élèves ;
- ▷ réduction du revenu des ménages ;
- ▷ faible taux de passage dans la classe supérieure et de réussite aux examens ;
- ▷ baisse de productivité du personnel du secteur de l'éducation atteint d'une maladie chronique ;
- ▷ perte de savoir-faire et d'expertise du fait de la mortalité des enseignants, des planificateurs et des administrateurs ;
- ▷ stigmatisation et discrimination parmi les enseignants, les apprenants et les communautés scolaires affectés et infectés.

La politique sectorielle repose sur le partenariat et formalise les droits et les responsabilités des personnes touchées, d'une manière ou d'une autre, dans le secteur éducatif. Un processus consultatif assure l'engagement des partenaires multilatéraux et bilatéraux, des autres ministères et des organisations de la société civile, telles que les syndicats d'enseignants, les ONG et les organisations à caractère confessionnel. Ces efforts ont créé un climat dans lequel le VIH/SIDA est traité à tous les niveaux – en l'intégrant dans les programmes scolaire en tant que thème obligatoire au programme de tous les établissements d'éducation et en demandant la création de services de conseil à tous les niveaux. L'initiative finale comprend un mécanisme de conseil par les pairs, qui est devenu un élément essentiel du soutien.

L'approche intégrée de l'épidémie de VIH/SIDA qu'a adoptée le Kenya a donné lieu à des innovations importantes. C'est ainsi qu'a été créé un centre de conseil et de dépistage volontaire, que le gouvernement prévoit d'étendre à tous les sous-secteurs de l'éducation. D'autres mesures consistent notamment en la création d'un comité de pilotage réunissant les parties prenantes et intégrant la société civile dans la stratégie d'ensemble de réduction tant de la prévalence que de la

stigmatisation. L'action de plaider, par le biais d'un festival annuel de théâtre et de musique, et le développement des thérapies antirétrovirales (TAR) sont d'autres éléments d'une approche agressive de l'épidémie. Pour ce qui est de l'avenir, le panéliste a déclaré qu'il était crucial d'intensifier la prévention et l'autonomisation des enseignants, dans une situation où 10 % environ des enseignants du primaire et du secondaire sont infectés. En outre, un programme quinquennal de développement des capacités a été engagé dans le secteur éducatif, où il est un pilier essentiel de la stratégie nationale.

■ SOUTIEN INTERNATIONAL

Deux autres contributions ont mis en lumière les efforts de coopération réalisés à l'échelle internationale, en matière respectivement de planification et d'éducation des filles.

Équipe de travail interinstitutions (ETII) sur l'éducation : Ce groupe de l'ONUSIDA rassemble les organisations travaillant dans le domaine du VIH/SIDA et de l'éducation, en insistant sur la nécessité d'intégrer les effets de l'épidémie et les mesures destinées à la combattre dans les plans sectoriels d'éducation. Une étude menée sur huit pays en vue d'évaluer le caractère global des plans EPT-IMOA a observé que cela n'était le cas que dans trois pays, trois autres ne faisant aucune mention de l'épidémie dans leurs plans sectoriels d'éducation. En outre, la diversité des méthodes d'évaluation rendait l'analyse d'autant plus difficile ; le Secrétariat de l'EPT-IMOA devrait déterminer la meilleure manière de progresser sur ce point. Il est clairement nécessaire que tous les partenaires « montent en puissance » dans la lutte contre le VIH/SIDA et se fondent sur l'expérience des pays qui ont adopté une approche sectorielle globale.

Campagne mondiale pour l'éducation (CME) : Ce mouvement de la société civile a entrepris d'étudier le lien entre les problèmes du VIH/SIDA et l'éducation des filles. Après avoir examiné les recherches menées dans ces domaines, la CME est parvenue clairement à la conclusion qu'« il existe des preuves irréfutables montrant que l'éducation des filles sauve des vies ». Il faut donc établir un lien plus solide entre les organisations actives dans le domaine du VIH/SIDA et celles qui traitent des questions du genre, en se concentrant sur le rôle et la formation des

enseignants. À cet égard, la CME a particulièrement attiré l'attention sur la limitation des salaires mise en place dans le cadre des politiques du Fonds monétaire international (FMI), qui met les pays dans l'impossibilité d'engager autant d'enseignants qu'il le faudrait, alors même que la suppression des frais de scolarité se traduit par un immense accroissement de la scolarisation.

■ PERSPECTIVES

En introduction à un débat plus large, le président a noté que les contributions à cette séance manifestaient que « l'éducation est l'une des ripostes les plus solides à la diffusion de l'épidémie de SIDA » et a exprimé sa satisfaction qu'il existe un partenariat solide et croissant entre les parties prenantes, notamment entre organismes internationaux et nationaux. Quatre thèmes sont clairement ressortis du débat qui a suivi : la sensibilisation, les enseignants, les jeunes et les programmes scolaires.

Sensibilisation : l'un des problèmes que rencontre la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA sous tous ses aspects a été la réticence de certains pays et de certaines collectivités à reconnaître la maladie et à en parler. De nombreux progrès ont cependant été réalisés, de telle sorte que la sensibilisation à la gravité du VIH/SIDA et à son incidence sur les sociétés est aujourd'hui plus forte et presque universelle. Les efforts de sensibilisation se poursuivent – les participants en ont cité les exemples suivants :

- ▷ les enseignants sont des acteurs du changement et jouent un rôle important dans la diffusion des messages relatifs au VIH/SIDA ;
- ▷ les parlementaires ont de nombreuses relations et une forte influence au niveau de la base – au Ghana, ils ont eux-mêmes été sensibilisés en visitant des collectivités touchées ;
- ▷ l'utilisation des langues des collectivités locales dans les médias et dans d'autres cadres, permet de faire passer les messages directement à la population, là où elle se trouve, et d'approfondir la sensibilisation ;
- ▷ dans certains contextes, les organisations à caractère confessionnel intègrent désormais la

communication sur le VIH/SIDA dans l'éducation sanitaire pour la vie de famille ;

- ▷ dans certaines situations, la nouvelle intégration des départements de la santé et de l'éducation se traduit par un accent mis plus fortement sur la prévention.

Enseignants : Tous les participants au débat ont attiré l'attention sur les enseignants. L'impact dévastateur du VIH/SIDA sur le système éducatif du fait des pertes d'enseignants compromet les chances d'apprentissage de millions d'enfants. Les enseignants peuvent être absents ou, dans certains cas, démissionnent purement et simplement lorsque leur séropositivité est diagnostiquée ; il convient d'encourager et de soutenir les enseignants touchés par la maladie afin qu'ils continuent à travailler. La formation des enseignants est également cruciale – et doit intégrer pleinement les approches du VIH/SIDA permettant aux enseignants d'évoquer ces questions en classe avec confiance. L'Internationale de l'éducation dispose d'un important programme de formation, qui a touché à ce jour 70 000 enseignants et vise à créer un effet multiplicateur.

Jeunes : la grande vulnérabilité des jeunes et des adolescents était une préoccupation pour de nombreux participants. En écho aux éléments apportés par les panéliste, la vulnérabilité des filles a été particulièrement soulignée, ce qui s'est traduit par un appel en faveur d'une attention constante de la communauté des donateurs aux problèmes de l'accès et de la rétention des filles à l'école et de l'achèvement de leur scolarité. Le groupe d'âge connaissant la prévalence la plus forte est, au Nigéria par exemple, celui des 15 à 29 ans, qui sont nombreux dans le système éducatif.

Programmes scolaires : Dans l'élaboration de ripostes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA, l'intégration des éléments pertinents dans les programmes scolaires est une stratégie essentielle. En lien avec la formation destinée à permettre aux enseignants de traiter le programme, les participants ont indiqué que le VIH/SIDA doit figurer dans les programmes scolaires à tous les niveaux, avec des approches standardisées et en utilisant des listes de contrôle permettant de s'assurer que la transmission des messages est efficace. Outre la pertinence de leur contenu, les programmes scolaires relatifs au

VIH/SIDA doivent s'accompagner de bonnes pratiques pédagogiques dans les classes, ainsi que de ressources appropriées pour l'enseignement et l'apprentissage.

Le président a conclu la séance en soulignant que la communauté de l'EPT a la responsabilité de trouver des réponses pour les personnes affectées et infectées par le VIH et le SIDA, et a distingué le cas des filles et des orphelins, sur lequel il a tenu à appeler une attention particulière. La dimension humaine du problème, a-t-il conclu, exige des efforts visant à renforcer les relations entre l'école et la collectivité.

4. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : les promesses ne suffisent pas

Points de vue des panélistes

Brazil: « *Rechercher de nouvelles formes innovantes d'accroissement des financements (...) peut répondre à notre engagement en faveur d'un enseignement primaire universel de qualité pour tous les enfants, qui est essentiel pour assurer une citoyenneté démocratique, lutter contre la pauvreté et réaliser une plus grande inclusion sociale* ».

Banque mondiale : « *Il conviendrait de s'attacher particulièrement à ce que toutes les ressources disponibles pour l'éducation, quelle que soit la source de financement, soient utilisées efficacement* ».

Canada : « *Il nous faut penser plus loin que les schémas de développement qui nous sont familiers* ».

« Les promesses ne suffisent pas » – tel était le thème de cette séance, qui visait à identifier des stratégies permettant de mobiliser davantage de soutien financier national et externe pour l'EPT et à examiner le rôle des donateurs. M. Bambang Sudibyo, Ministre de l'éducation nationale d'Indonésie, qui présidait la séance, l'a ouverte par une analyse des progrès et des problèmes que rencontre l'Indonésie sur la voie des objectifs de l'EPT. Dans son intervention, il a réaffirmé l'importance d'un financement plus important et de cadres politiques efficaces pour faire progresser les priorités de l'EPT, et a appelé les participants à envisager d'une

manière créative de nouvelles stratégies pour la mobilisation de ressources et le renforcement des partenariats.

■ BRÉSIL : DES FINANCEMENTS NATIONAUX ET EXTERNES

Le principal panéliste, M. Ricardo Henriques, Vice-ministre brésilien de l'alphabétisation, de l'éducation continue et de la diversité, a affirmé que de nouveaux mécanismes de financement étaient nécessaires pour soutenir des investissements nationaux et externes plus importants et accélérer ainsi la programmation et la réforme de l'éducation. Des mécanismes tels que les systèmes de subventions de contrepartie, les subventions de fonctionnement et les transferts de dette devraient contribuer à dégager davantage de ressources, ainsi qu'à développer le renforcement des capacités et à mettre en œuvre de

politiques de développement plus stables pour le secteur de l'éducation. De nombreux pays à revenu moyen ont mis en œuvre des plans novateurs de financement national et externe.

Le Brésil offre un exemple d'accroissement de la mobilisation des ressources nationales, en élaborant une série de nouveaux mécanismes de financement visant à accroître les investissements nationaux dans l'éducation. On peut citer deux programmes de ce type : le Fonds national pour l'éducation de base, qui a fourni 30,4 milliards de dollars EU (sous forme de partenariats public-privé (PPP)) pour financer l'éducation de 47,2 millions d'étudiants en 2005, et le Programme de bourses familiales, programme de transfert comportant des conditions de développement social, qui a alloué 6,8 milliards de dollars EU (en PPP) au profit de 11 millions de familles vivant dans la pauvreté. Le Chili, la Chine et l'Inde sont parmi les autres pays à revenu moyen qui ont élaboré des moyens novateurs d'accroître les dépenses nationales. Ce type d'initiatives est particulièrement important pour les populations vulnérables.

Le Brésil encourage également de nouvelles innovations visant à accroître les investissements externes dans l'éducation. Une initiative de ce type est la modélisation de la conversion de la dette, qui pourrait accroître la part du revenu national consacrée à l'éducation. Dans les PMA, la conversion de la dette encourage la qualité technique, la transparence et la capacité à rendre des comptes dans le processus de mise en œuvre et incite à des engagements financiers plus élevés. De même, la coopération triangulaire peut contribuer à une liaison plus étroite entre les programmes de l'IMOA et de l'EPT en proposant le renforcement de partenariats entre les pays donateurs, les pays bénéficiaires et les pays à revenu moyen disposant d'une expertise reconnue en matière de politiques et de planification de l'éducation. L'exploration de nouvelles voies permettant d'accroître le financement de l'éducation à l'échelle tant nationale qu'internationale est le défi de l'avenir.

■ BANQUE MONDIALE : DES PROGRÈS ET DES DÉFIS

M^{me} Ruth Kagia, Directrice du secteur de l'éducation de la Banque mondiale, a tout d'abord présenté les éléments attestant les progrès réalisés à l'échelle

mondiale dans la mobilisation des ressources. L'aide publique au développement (APD) destinée à l'éducation s'accroît : entre 1999 et 2004, les flux destinés à l'éducation ont doublé et la part de l'éducation dans l'APD est passé de 6 % à 9 %. Des efforts majeurs ont également été réalisés en matière d'harmonisation et d'alignement entre les donateurs. Au Burkina Faso, par exemple, 100 % des donateurs utilisent des indicateurs de progrès communs, 100 % procèdent à des évaluations communes et 60 % ont aligné leur financement sur le cycle budgétaire du pays. Malgré les progrès dans ce domaine, il reste encore du travail à faire, en particulier dans les domaines suivants :

Flexibilité. Une plus grande flexibilité de l'aide est nécessaire. Aujourd'hui, une part importante de l'APD destinée à la santé et à l'éducation est acheminée sous des formes qui ne peuvent s'appliquer aux dépenses budgétaires essentielles. Ainsi, une étude récente portant sur 14 pays recevant des crédits de soutien à la réduction de la pauvreté a fait apparaître que 20 % seulement des engagements des donateurs étaient présentés comme un soutien au budget général ou sectoriel. En outre, les rapports des

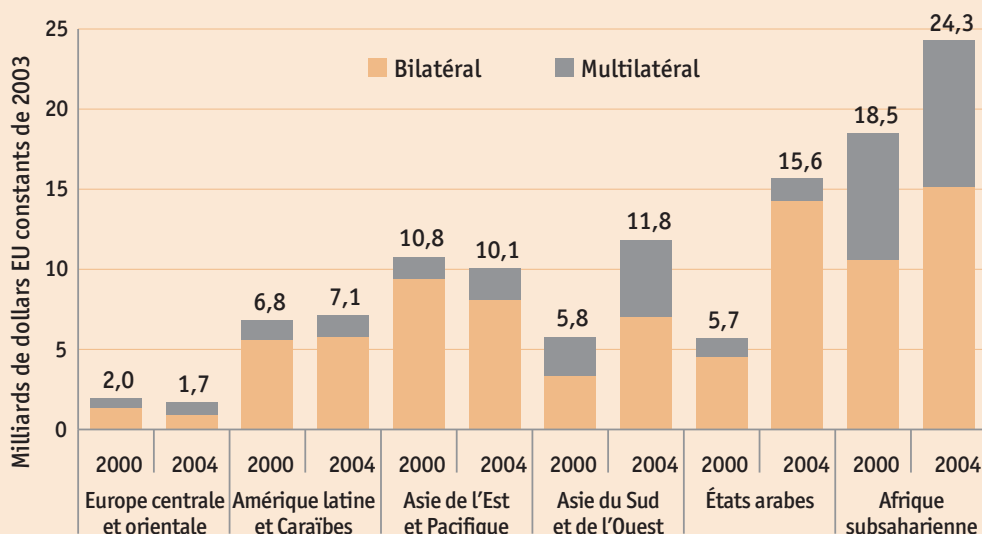
donateurs au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indiquent que 30 % au moins de l'ensemble du financement de l'éducation est dépensé en consultants, en études ou en formation. Bien que l'aide affectée à l'assistance technique puisse apporter un soutien nécessaire lorsqu'elle est bien ciblée, il est également des cas où elle pourrait être utilisée d'une manière plus économique ou plus profitable. Par exemple, l'aide qui pourrait financer une assistance technique de 100 jours pourrait également être utilisée pour payer le traitement de 100 enseignants pendant un an. De tels arbitrages doivent être envisagés.

Prévisibilité. L'APD doit être prévisible afin que les pays puissent concevoir des plans efficaces à long terme dans le domaine de l'éducation. Les études menées sur les flux d'ensemble de l'aide à l'éducation font apparaître que les engagements d'aide sont hautement volatils ; l'aide effectivement fournie est médiocrement corrélée aux engagements initiaux et généralement inférieure à ceux-ci. Dans l'avenir, le travail devra se concentrer sur l'élaboration de nouveaux systèmes d'affectation de l'aide, correspondant à la performance ou à la prestation de

services, et assurant des flux d'aide stables et à long terme. Des accords-cadres à long terme peuvent être une manière d'apaiser la tension entre prévisibilité et risque politique.

Utilisation. Dans l'avenir, le travail doit également s'attacher particulièrement à faire en sorte que toutes les ressources disponibles pour les programmes nationaux d'éducation soient utilisées efficacement, quelle que soit leur source. Souvent, les ressources supplémentaires destinées à l'éducation ne se traduisent pas par une augmentation nette pour le secteur ou par une amélioration des résultats de l'éducation, du fait de

Répartition du total des décaissements d'APD pour un choix de régions en 2000 et 2004 (milliards de dollars EU constants de 2003)



Source : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 – Un bon départ : Éducation et protection de la petite enfance, Paris UNESCO, (p. 93).

facteurs internes tels que l'augmentation des coûts unitaires et les fuites de ressources. Souvent aussi, les ressources réservées pour l'éducation sont utilisées à d'autres fins, ce qui réduit le budget net du secteur. Il convient d'élaborer davantage de stratégies afin que ces facteurs ne freinent pas la croissance éducative.

■ CANADA : UNE BONNE ATTITUDE DE LA PART DES DONATEURS

Les réunions à haut niveau suscitent l'engagement et le leadership sur les questions d'importance internationale, a déclaré M. Richard Cameron, Vice-président principal de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui en a donné pour exemple le Sommet du G8 à Saint-Petersbourg et la récente réunion du Comité du développement de la Banque mondiale, tenue à Singapour. Les promesses ne suffisent pas ; les donateurs ont la responsabilité de faire en sorte que l'aide soit efficace, efficiente et utilisée pour atteindre des résultats concrets ; cela est particulièrement important pour des pays où, comme au Canada, le budget de l'aide est modeste. Les pratiques suivantes, qui sont celles d'une bonne attitude de la part des donateurs, contribuent à l'efficacité de l'aide :

- ▷ constitution d'alliances solides avec les pays en développement et les donateurs partenaires ;
- ▷ harmonisation et collaboration entre donateurs et bénéficiaires au niveau des pays ;
- ▷ souci de faire en sorte que la société civile se voie accorder l'espace nécessaire pour s'engager ; et
- ▷ renforcement de mécanismes qui, comme l'IMOA, encouragent l'action concrète sur le terrain.

M. Cameron a conclu son exposé en livrant au groupe la pensée suivante : « Il nous faut penser plus loin que les schémas de développement qui nous sont familiers et nous demander où et comment nous pourrions élargir notre champ ».

■ PERSPECTIVES

Les exposés des panélistes ont planté le décor d'un large débat au cours duquel 17 participants ont proposé des stratégies visant à accroître l'efficacité

de l'aide et des idées novatrices pour la mobilisation de ressources. Les membres du Groupe de haut niveau, rappelant la force des engagements initiaux pris par les donateurs en faveur de l'EPT à Dakar, ont affirmé qu'il était urgent de combler le déficit de financement actuel. Soulignant l'urgence de la mobilisation de ressources, les participants ont exprimé leur préoccupation quant au fait que l'ampleur du déficit de financement pourrait être sous-estimée, compte tenu de ce qu'il en coûterait pour poursuivre avec succès les six objectifs de l'EPT, de la nécessité imminente d'un développement de la scolarisation dans le secondaire et du peu de fiabilité des données relatives à l'ampleur même de ce déficit de financement. Le dialogue s'est centré sur la conception de moyens propres à améliorer l'impact des ressources disponibles et à mobiliser de nouvelles ressources ; le rôle que doit jouer dans l'avenir l'IMOA a également été évoqué.

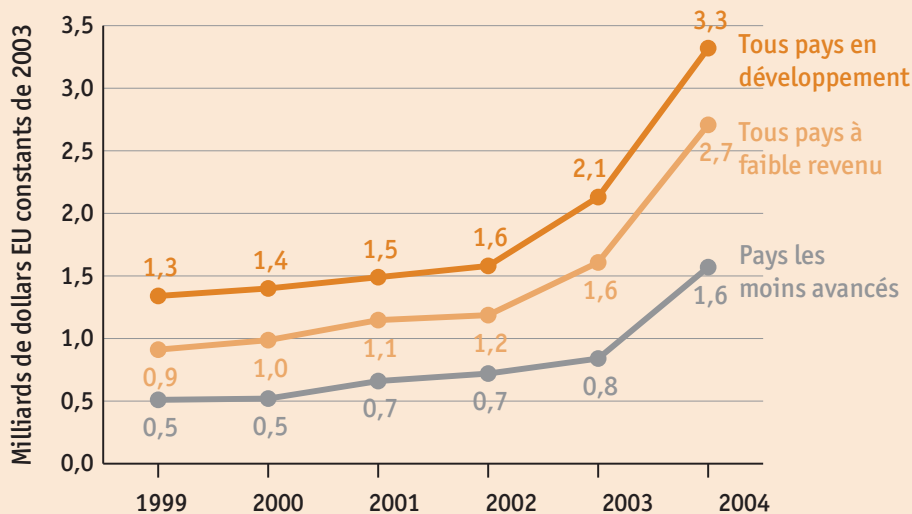
Efficacité de l'aide. Un problème important qui freine la réalisation des objectifs de l'EPT est la mauvaise gestion des ressources. Dans de nombreux cas, l'aide n'atteint pas suffisamment les pays, les populations et les situations où elle serait la plus nécessaire. Pour atteindre les objectifs de l'EPT, il est nécessaire d'optimiser les ressources existantes et d'améliorer l'efficacité du décaissement de l'aide. Les participants ont souligné l'importance de la coordination entre les partenaires du développement pour promouvoir la clarté des objectifs et la cohérence des politiques dans la réforme de l'éducation. La coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud sont particulièrement importantes pour encourager l'efficacité de l'aide et le renforcement des capacités au niveau des pays. L'investissement stratégique est également vital pour que les ressources disponibles atteignent ceux qui en ont le plus besoin ; les dépenses devraient être ciblées sur les pays et les populations qui sont le plus loin d'atteindre les objectifs de l'EPT. Il conviendrait également de prêter attention à l'amélioration des résultats des systèmes éducatifs, afin que l'accroissement des financements se traduise par une amélioration des résultats éducatifs. La réduction des plafonds de rémunération et l'amélioration de la qualité de l'éducation sont deux priorités importantes de l'action.

La mobilisation des ressources est vitale pour accélérer les progrès vers l'EPT. Les participants ont exprimé leurs points de vue quant au meilleur chemin pour accroître l'aide et les financements destinés

à l'éducation. Le débat a ainsi fait surgir une liste variée de stratégies susceptibles de permettre à la communauté mondiale de combler le déficit de financement. Les idées principales peuvent être résumées comme suit :

- ▷ Les partenaires du développement devraient créer des mécanismes visant à minimiser les risques que représente pour les donateurs l'investissement dans des États fragiles, afin de renforcer les flux d'aide en direction des pays qui en ont le plus besoin.
- ▷ Gardant à l'esprit que l'une des préoccupations majeures des donateurs est la perte de crédibilité liée à l'échec de certains projets, les partenaires du développement doivent garantir la responsabilité à tous les niveaux.
- ▷ Les schémas de financement doivent devenir plus prévisibles et moins volatils, éventuellement par le biais de mécanismes de financement à long terme.
- ▷ Les financements doivent être recherchés auprès de toutes les sources possibles ; au-delà des gouvernements, ils peuvent être trouvés auprès de fondations, du secteur privé et de grandes ONG.
- ▷ Les ressources nationales devraient être optimisées et accrues.
- ▷ Les ressources non financières, telles que l'expertise, doivent être prises en compte et utilisées.
- ▷ La coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud sont deux voies importantes pour la mobilisation de ressources et le renforcement des capacités.
- ▷ Les transferts de dette au profit de l'éducation peuvent tout à la fois alléger la dette et générer des dépenses d'éducation ; plusieurs expériences impliquant des transferts de dette ont été couronnées de succès.
- ▷ Les coûts de transaction devraient être réduits. Cette stratégie s'est révélée utile dans les pays de l'OCDE.
- ▷ L'UNESCO devrait continuer à promouvoir une collecte complète de données et le partage de l'information entre les pays.

Répartition des engagements d'aide à l'éducation de base par groupe de revenu, 1999-2004



L'Initiative de mise en œuvre accélérée, dont la réunion annuelle de partenariat était adossée à la sixième réunion du Groupe de haut niveau, a été un thème récurrent dans les échanges du Groupe de haut niveau. L'IMOA est un vecteur important pour la mobilisation et l'allocation des fonds, même s'il est admis qu'il ne s'agit pas de la seule manière d'acheminer l'aide. Les participants ont suggéré qu'à l'avenir l'IMOA devrait se concentrer sur l'accroissement de l'aide, son acheminement et les processus orientés par les pays, en particulier pour ce qui concerne les États fragiles. Une réunion des donateurs de l'éducation est prévue dans la première moitié de 2007.

Source : Base de données en ligne du SNPC (OCDE-CAD, 2006c), tableau 2 ; *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 – Un bon départ : Éducation et protection de la petite enfance*, Paris, UNESCO, (p. 95)

5. La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide en faveur de l'EPT : existe-t-il d'autres options

Points de vue des panélistes

France : « C'est là où les besoins sont les plus grands que l'aide est la plus réduite...les pays à faible revenu devraient avoir la priorité ».

Nigéria : « Le rôle critique du suivi et de l'évaluation, ainsi que de la transparence, a été souligné. Par-dessus tout, le besoin d'être innovant et d'avoir constamment l'appui de toutes les parties prenantes est une condition de la réussite ».

Sur la base des suggestions présentées à la séance IV, la séance V a cherché à explorer les caractéristiques d'innovations en matière de financement comme les échanges de dette et à répondre à des questions concernant l'aide telles que celle-ci : l'aide financière aux pays à revenu intermédiaire devrait-elle être une priorité ? M. Khaled Toukan, Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la Jordanie, a introduit la séance en rappelant que pour atteindre les objectifs de l'EPT le montant total de l'aide annuelle devra tripler – passant de 3,4 à 11 milliards de dollars. Il faudra donc mettre en place

de nouveaux mécanismes de financement aux niveaux local, national et international.

■ FRANCE : INTENSIFIER L'ACTION

Le principal panéliste, M. Pierre-André Wiltzer, représentant du gouvernement français et ancien ministre de la coopération, du développement et de la francophonie, a commencé son exposé en réaffirmant la nécessité d'accroître les fonds alloués à l'EPT et a souligné qu'il était urgent d'intensifier les efforts de mobilisation des ressources. La communauté des donateurs devrait tenir ses engagements concernant le financement de l'EPT, accélérer ses efforts d'harmonisation de l'aide, accorder plus d'attention à l'éducation en Afrique subsaharienne et collaborer dans le cadre de l'IMOA pour fournir une expertise aux pays dont les systèmes éducatifs sont en difficulté. Et surtout, la communauté des donateurs doit augmenter ses contributions aux fonds mondiaux pour l'EPT. En conséquence, la France versera 20 millions d'euros au fonds catalytique de l'IMOA et au Fonds de développement des programmes d'éducation entre 2007 et 2009.

C'est là où les besoins sont les plus grands que l'aide est la plus faible. Il faut tirer deux conclusions

de cette affirmation. (i) L'aide aux pays à faible revenu devrait être la priorité. (ii) La communauté internationale doit concevoir de nouvelles approches de la mobilisation des ressources afin d'atteindre l'objectif des 11 milliards de dollars par an. Les mécanismes liés à la dette offrent à la communauté mondiale une voie prometteuse. Les programmes d'échange de dette donnent aux pays à faible revenu les moyens de financer des projets de développement et permettent d'annuler les dettes dans la perspective d'un objectif spécifique comme l'éducation. C'est là un moyen productif d'accroître les fonds destinés à l'éducation. La France a conclu depuis 2001 des accords d'annulation de la dette avec neuf pays endettés et libéré 130 millions d'euros pour l'éducation. Pour renforcer les futures politiques d'échange de dette, la communauté internationale devrait lancer une étude comparative des programmes d'échange de dette existants.

Il faut explorer d'autres mécanismes afin de garantir un financement plus durable et à long terme de l'éducation. Un moyen innovant de se procurer des fonds pourrait être de s'adresser aux citoyens ordinaires pour assurer un financement grâce à une taxe spéciale; l'initiative UNITAID offre un exemple d'utilisation d'une taxe sur les billets d'avion pour acheter des médicaments pour les pays pauvres.

■ NIGÉRIA : DE NOUVELLES SOURCES DE FONDS

Dans l'esprit du partage des meilleures pratiques, M. Abba S. Ruma, Ministre d'État pour l'éducation du Nigéria, a fait part au Groupe de haut niveau de l'expérience acquise par son pays au moyen de trois mécanismes innovants de financement de l'EPT : l'allègement de la dette, l'Universal Basic Education Fund (Fonds pour l'éducation de base universelle) et l'Education Trust Fund (Fonds fiduciaire pour l'éducation). La réussite de ces programmes repose sur un soutien politique de haut niveau, sur un agenda de réforme dynamique, sur la transparence, sur la responsabilisation, et sur le suivi et l'évaluation.

L'allègement de la dette peut être un atout pour le financement de l'EPT quand sont en place les instruments de transparence et de reddition de comptes appropriés. L'expérience du Nigéria en matière d'annulation de la dette est révélatrice. En

septembre 2005, le Nigéria a négocié un milliard de dollars d'allégement annuel de la dette. Le gouvernement a affecté les gains au budget national à travers le Virtual Poverty Fund (VPF), qui sert à financer les dépenses consacrées aux communautés pauvres en vue d'atteindre les OMD. La plus grande part des gains obtenus de l'allégement de la dette a été ciblée sur l'éducation de base et sur des activités en relation avec l'EPT comme la formation des enseignants et l'éducation concernant le VIH et le SIDA. Le programme nigérian assure la transparence et la responsabilisation. Les dépenses du VPF et son impact sont suivis de près par un Comité présidentiel sur l'évaluation et le suivi des fonds consacrés aux OMD et le Cadre de suivi et d'évaluation. Le FMI évalue aussi périodiquement le cadre de politique économique du Nigéria. De plus, le gouvernement invite les citoyens et la société civile à donner leur avis en publiant régulièrement des données financières dans les médias.

Universal Basic Education Fund. Pour réaliser l'enseignement primaire universel (EPU), il faut allouer des fonds suffisants pour financer le développement du système scolaire. Le Nigéria affiche une augmentation régulière des fonds alloués à l'éducation. Par exemple, le gouvernement réserve 2% des fonds consolidés aux États pour qu'ils améliorent l'accès à l'éducation et accorde deux types différents de subventions spécifiquement ciblées sur les objectifs de l'EPT et l'EPU. Des exemples de projets financés par ces mécanismes sont les repas scolaires, la fourniture de matériels didactiques et le développement des écoles primaires et secondaires.

Education Trust Fund. Pour mobiliser encore davantage les ressources internes, le Nigéria a mis en place un mécanisme innovant, l'Education Trust Fund. Ce fonds est alimenté par une taxe obligatoire de 2 % payée par toutes les sociétés privées. Les ressources du fonds sont allouées à l'éducation de base et à l'enseignement secondaire (40 %), aux établissements polyvalents (30 %) et à l'enseignement supérieur (30 %).

■ PERSPECTIVES

Au cours du débat final, les participants ont réfléchi à des mécanismes innovants qui pourraient permettre de combler le déficit de financement et d'accroître

les ressources destinées à l'EPT. Ils ont commencé par reconnaître que l'accroissement des ressources a effectivement fait progresser la réalisation des objectifs de l'EPT. Par exemple, au Burundi, 30 % seulement des enfants étaient scolarisés en 2003. Avec l'aide de programmes d'annulation de la dette, le gouvernement a engagé des efforts majeurs pour mettre en œuvre son plan sectoriel, supprimant les frais de scolarité et investissant fortement dans de nouvelles salles de classe, dans le recrutement des enseignants et dans les manuels. Ces deux dernières années, la scolarisation s'est accrue de 50 %.

Malgré ces progrès, les participants ont exprimé leur préoccupation devant les menaces qui pèsent sur les ressources : il subsiste un déficit de financement et les fonds qui sont alloués à l'éducation de base sont insuffisants. Recherche d'idées et partage des meilleures pratiques ont permis au groupe de produire une liste d'idées innovantes pour accroître les ressources de l'EPT et améliorer leur répartition au niveau national et international. Les principales idées formulées peuvent se résumer comme suit :

- ▷ Faire payer une taxe de 2% à toutes les entreprises et utiliser le produit pour financer les programmes d'EPT comme cela a été fait avec succès en Inde et au Nigéria ;
- ▷ Taxer les sociétés transnationales, qui bénéficient fréquemment de grosses subventions, ou leur imposer de verser des contributions pour l'éducation dans leur zone d'implantation ;
- ▷ Faciliter le transfert de ressources des gouvernements aux écoles ;
- ▷ Mobiliser les ressources des citoyens en instituant une taxe modique sur les billets d'avion et en consacrant le produit à l'EPT ;
- ▷ S'adresser aux industries prospères comme l'industrie pétrolière et l'industrie des armements pour obtenir des fonds ;
- ▷ Accroître l'accès aux programmes d'annulation de la dette ;
- ▷ Encourager les donateurs à renforcer l'intersectorialité et la durabilité de leurs investissements.

L'annulation de la dette a été un thème omniprésent dans le débat. Une discussion particulièrement animée a eu lieu au sujet des avantages et des problèmes associés à l'annulation de la dette. Les partisans de l'annulation de la dette ont estimé qu'elle peut fournir une aide beaucoup plus durable que l'aide traditionnelle et qu'elle peut servir à cibler des domaines spécifiques de développement comme l'éducation. De plus, les programmes deviennent plus gérables par les pays à faible revenu à mesure que les problèmes politiques et techniques sont résolus grâce à l'expérience acquise. Par exemple, la Norvège vient d'annuler la dette de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire dans lesquels ses projets de développement avaient précédemment échoué.

Les participants les plus sceptiques au sujet de l'annulation de la dette ont fait observer que ce n'est pas le seul mécanisme innovant de mobilisation des ressources et évoqué quelques problèmes que pourraient poser les programmes d'échange de dette. Premièrement, les pays à revenu intermédiaire sont les plus endettés et sont les mieux placés pour participer aux programmes d'échange de dette. Aussi les échanges de dette ne profitent-ils pas aux pays les plus pauvres. Deuxièmement, les programmes d'annulation de la dette requièrent un climat politique propice, ce qui n'est pas toujours le cas. Troisièmement, il est difficile de garantir que les gains obtenus de l'annulation de la dette seront utilisés aux fins prévues.

6. Le partenariat dans le contexte du plan d'action global pour la réalisation des objectifs de l'EPT

« L'avenir de nos enfants se joue toujours aujourd'hui »

Gabriela Mistral
Chile

Prix Nobel de
littérature

Situant le thème de la séance dans le contexte des enjeux du futur, M^{me} Yasna Provoste, Ministre de l'éducation du Chili, a cité une lauréate chilienne du Prix Nobel (voir encadré) et mis carrément les participants devant leurs responsabilités concernant

les progrès futurs. Elle a déclaré qu'animés par une volonté résolue, les acteurs de l'EPT doivent chacun assumer leur part de responsabilité et trouver ensemble les moyens de répartir les tâches à accomplir. De plus, le défi éducatif exige la réforme et donc un changement de comportement de la part des parties prenantes ; agir, questionner, débattre, innover – tels sont les éléments essentiels du processus de réforme.

S'inspirant de l'expérience du Chili ces dernières années, M^{me} Provoste a mis l'accent sur deux principes clés : la qualité et l'équité. Centrant son action sur les familles à faible revenu, qui représentent 40 % de la population, le Chili a réussi à obtenir un taux de scolarisation de 100 % dans le primaire et de 90 % dans le secondaire. Cependant, seule une éducation de qualité mène à de réelles opportunités et réalise le droit des enfants à l'éducation. Aussi le système éducatif doit-il donner aux apprenants les compétences nécessaires pour vivre, sur la base de résultats bien définis à chaque niveau. Une perspective d'apprentissage tout au long de la vie – de la naissance à l'âge adulte – informe la politique chilienne, avec une initiative en cours visant à renforcer les possibilités d'éducation préscolaire. Fondamentalement, les progrès de l'EPT dépendront, au niveau national comme au niveau international, d'une forte conviction traduite par un engagement politique soutenu.

■ FÉDÉRATION DE RUSSIE : LE PARTENARIAT AU SERVICE DE LA QUALITÉ

Le Vice-Ministre pour l'éducation et la science de la Fédération de Russie, M. Dimitry Livanov, a commencé par souligner le rôle de l'éducation, et en particulier de l'éducation de base, en tant qu'élément clé du développement durable. Dans cette perspective, la Fédération de Russie a fait de l'éducation et du

développement un thème central du Sommet du G8 tenu en 2006 à Saint-Pétersbourg. M. Livanov s'est plu à rappeler que les dirigeants du G8 ont réaffirmé leur engagement en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation et des objectifs de l'Éducation pour tous, notamment une éducation de base de qualité, l'alphabétisation et l'égalité entre les sexes. Dans le cadre des efforts visant à atteindre ces objectifs, le Sommet a aussi accueilli favorablement le Plan d'action global pour l'EPT, et le vice-ministre a exprimé le ferme appui de la Fédération de Russie au Plan en tant que moyen de renforcer le soutien à l'action au niveau national.

Pour ce qui est spécialement de la réalisation de l'enseignement primaire universel, il est essentiel d'accorder une attention adéquate à la qualité des résultats d'apprentissage. M. Livanov a expliqué que c'est la raison pour laquelle la Fédération de Russie a lancé un programme d'évaluation de la qualité de l'éducation de base, avec la création d'un Centre international pour le soutien au développement de l'éducation. Ce centre aura pour but de suivre la qualité de l'éducation dans certains des pays admis à bénéficier de l'IMOA. Sur la base de la coopération triangulaire, il permettra aux pays en développement de partager leurs expériences les uns avec les autres.

■ ROYAUME-UNI: EXPLOITER L'AVANTAGE COMPARATIF

DFID: As EFA partners we strongly welcome the considerable progress made by all key UN agencies concerned with EFA in coordinating their plans and activities into one Global Action Plan.

Le renforcement de la coordination entre les organismes des Nations Unies à l'appui de l'EPT a été le thème central de l'exposé de M. Richard Arden, conseiller principal pour l'éducation au Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni. Se félicitant du Plan d'action global (voir encadré), il a souligné que

de grands progrès ont été accomplis en matière de coordination des donateurs, en partenariat avec les gouvernements et la société civile. Il n'en était pas de même, a estimé M. Arden, des organismes des Nations Unies. Là où la coordination entre ces organismes au

niveau des pays s'est améliorée, cette amélioration a plus été due à des initiatives individuelles qu'à une stratégie délibérée. Cependant, le processus de réforme des Nations Unies offre un cadre plus large à de nouveaux efforts en ce sens.

M. Arden a invité quatre des organisations qui ont pris l'initiative de l'EPT, en tant qu'acteurs clés de l'élaboration du Plan d'action global, à apporter leur contribution en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs, qu'il a définis comme suit :

Banque mondiale : Recherche, analyse et formulation de stratégies de grande qualité, soutien à l'Initiative de mise en œuvre accélérée et direction de programmes de réforme de l'éducation – tels sont quelques unes des contributions de la Banque mondiale à l'EPT, bien qu'une intégration plus poussée dans les systèmes de gestion locaux soit susceptible de conduire à des capacités locales plus durables.

PNUD : Étant donné le rôle majeur du PNUD dans la réforme des Nations Unies, son rôle de coordination facilitera l'alignement et l'harmonisation dans le cadre d'un dialogue renforcé avec les gouvernements.

UNESCO : Soutien aux gouvernements en matière de politiques et de planification, amélioration de la collecte des données, suivi et évaluation, et formulation de normes pour la qualité de l'éducation et son évaluation – tels sont les domaines dans lesquels l'UNESCO peut continuer à mobiliser ses atouts techniques et professionnels.

UNICEF : La capacité de répondre aux situations de fragilité et d'urgence est une force particulière de l'UNICEF, qui souvent assure aussi un lien entre l'éducation et la fourniture d'autres services de base. Le soutien à l'engagement de la société civile et le maintien de l'attention accordée à l'éducation des filles sont les domaines dans lesquels l'UNICEF devrait continuer à concentrer son action.

En conclusion, le représentant du Royaume-Uni a noté un recul de l'assistance technique à l'élaboration des politiques de la part des organisations donatrices ; il a donc invité les organisations multilatérales à faire le nécessaire pour pouvoir jouer ce rôle. Commentant le rôle du Groupe de haut niveau dans la coordination de l'EPT, il a souligné qu'il faudrait renforcer son

impact en obtenant la participation des ministres des finances et de la coopération pour le développement des pays donateurs – l'examen global des progrès de l'EPT en 2007 offrant une occasion pour cela.

■ UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES RÉSEAUX

La mise en place de réseaux de telle sorte que le droit des enfants à une éducation de qualité puisse être mieux mis en œuvre – tel a été le thème central abordé par M^{me} Seham Negm, secrétaire générale du Réseau arabe pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes, qui représentait la Consultation collective des ONG sur l'EPT (CCONG). Elle a rappelé la fonction du CCONG, mécanisme de dialogue avec l'UNESCO qui a une double vocation. D'une part, la CCONG permet à l'UNESCO de mettre à profit les points de vue et l'expérience d'un large éventail de partenaires de la société civile et, d'autre part, elle donne une base à la multiplication des réseaux régionaux et internationaux entre les organisations de la société civile engagées en faveur de l'EPT. Toutefois, il faut que la société civile apporte son expérience à des réseaux plus vastes, aux niveaux national, régional et international. Ces réseaux englobent des parties prenantes très diverses, dont :

- ▷ Les services gouvernementaux
- ▷ Les dirigeants politiques
- ▷ Les dirigeants religieux
- ▷ Les membres du parlement et autres élus
- ▷ Les ONG travaillant à réduire la pauvreté
- ▷ Les organismes des Nations Unies
- ▷ Les organisations donatrices
- ▷ Des initiatives internationales comme l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir
- ▷ Le Forum social mondial
- ▷ Les coalitions régionales.

Le développement de la capacité de la société civile de s'engager de manière plus proactive dans ces partenariats augmentera son impact, permettant aux ONG et à d'autres de suivre la mise en œuvre des politiques d'EPT, de contribuer au débat sur les politiques et de fournir des informations à jour sur la base de ce travail. Pour ce qui est de l'interaction avec l'UNESCO, le renforcement des réseaux de la société civile au niveau régional élargira le champ des débats et permettront un suivi plus ciblé des actions des organismes des Nations Unies.

Dans l'EPT comme dans d'autres aspects du développement, la société civile continuera d'attacher une importance fondamentale à l'édification d'une culture fondée sur une paix juste et durable. L'amélioration de la qualité de l'éducation de base reste un élément central des stratégies qui poursuivent cet objectif.

■ PERSPECTIVES

Le partenariat et le dialogue qu'il alimente ne sont pas l'objectif ; ils sont un moyen. La présidente a demandé que le débat porte sur les possibilités de mieux atteindre les objectifs de l'EPT dans les pays au moyen de partenariats stratégiques.

Multiplicité des partenaires : L'EPT a besoin des contributions et des énergies de multiples partenaires. Cela peut rendre les partenariats plus complexes et plus exigeants. Comme le propose le Plan d'action global, il est critique de définir le rôle et les responsabilités de chaque partenaire, de façon que la somme des efforts soit plus grande que la simple addition de leurs éléments individuels. Dans le système des Nations Unies, cela signifie qu'il faudra renoncer aux identités individuelles en faveur de l'entreprise collective.

Le Plan global d'action devrait être considéré non pas comme un document de l'UNESCO mais comme un document qui emporte l'égale adhésion de tous les organismes des Nations Unies ; il faut qu'il soit utilisé comme un instrument dynamique qui fait avancer l'action de tous. Le but est de fournir le meilleur appui conjoint possible aux pays pour réaliser l'EPT – un effort harmonieux pour promouvoir des systèmes éducatifs solides et durables.

Partenariat au sein des gouvernements : Les participants ont fait écho à l'appel en faveur de la pleine participation des ministres des finances à la promotion de l'agenda de l'EPT : il faut que les ministères de l'éducation et ceux des finances partagent la même vision. L'adoption par l'Espagne d'un mécanisme d'échange de dette en faveur de l'éducation n'a été possible qu'avec la pleine adhésion du ministère des finances. Du reste, les débats du Groupe de haut niveau sont du plus grand intérêt pour les ministres des finances, car ils portent sur la question, vitale pour chaque nation, du développement des ressources humaines.

Un pronostic optimiste : Jetant un regard rétrospectif sur le chemin parcouru jusqu'ici, les participants ont reconnu que de grands progrès ont été réalisés, notant que beaucoup d'éléments convergent : accroissement des ressources allouées aux niveaux national et international, renforcement de la coordination et approfondissement de l'expérience de ce qui fonctionne. Les objectifs de l'EPT sont clairs – il faut que la vision soit elle aussi large et vigoureuse, et adéquate pour relever les défis dont les partenaires ont de plus en plus conscience.

7. Comment aller de l'avant

La dernière séance de travail a été l'occasion de tirer des exposés et des débats qui avaient précédé des orientations pour l'action future à l'appui des objectifs de l'EPT. M. Peter Smith, Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO, a présidé la séance et décrit quelques domaines justifiant une attention prioritaire. Il a demandé l'avis du Groupe de haut niveau sur la définition d'un ensemble commun d'hypothèses destinées à servir de base à la formulation d'un programme de travail et à garantir la responsabilisation des partenaires.

M. Smith a déclaré qu'à mesure que le Plan d'action global sera affiné et ensuite appliqué au niveau des pays, il servira de cadre général à l'action conjointe sur les priorités identifiées. Il a énoncé les domaines d'attention prioritaires suivants :

Développement des capacités : Comme le propose le Plan d'action global, une des premières conditions du développement des capacités est de parvenir à une compréhension commune de ce que sont les domaines où il y a des besoins et des meilleurs moyens d'y répondre durablement et efficacement. Un réseau pour le développement des capacités dans le domaine de l'EPT peut être un moyen d'aller de l'avant, avec l'engagement fort du Fonds de développement des programmes d'éducation de l'IMOA, de l'Allemagne, de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPPE) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (IUS). Outre des définitions communes des besoins, il faut aussi une parfaite compréhension des différentes approches que peuvent adopter les divers partenaires.

Qualité : On disposera d'une indication probante de la réalisation d'une éducation de base de qualité quand les pays les moins avancés (PMA) pourront afficher des progressions soutenues des taux de scolarisation et de participation scolaire, ainsi que des taux d'achèvement et d'obtention des diplômes. L'« éducation de qualité maximale pour tous » ne deviendra une réalité que si les partenaires de l'EPT suivent de près les facteurs clés – des enfants en bonne santé, une bonne pédagogie, etc. Promouvoir l'assurance qualité requiert de meilleures bases de données et de meilleurs systèmes de gestion, faisant appel à des technologies satisfaisantes et fiables.

Financement : Le chemin à parcourir pour parvenir à un système éducatif robuste et de grande qualité est long – il faut garder à l'esprit que 2015 n'est pas le

bout du chemin et que la mobilisation des ressources doit planifier en vue d'un horizon plus lointain. En conséquence, le réexamen régulier du déficit de financement éclairera à la fois l'élaboration des budgets nationaux et la fourniture du soutien externe à l'EPT.

Coordination à l'échelon national : Le Plan d'action global vise à améliorer le soutien à l'EPT au niveau des pays, et un élément clé de ce soutien est une répartition plus claire et plus satisfaisante des rôles et des responsabilités. Ce processus est fondé sur un engagement commun et une négociation transparente entre les partenaires de l'EPT. La réforme des Nations Unies est maintenant axée sur un programme d'action unifié des organismes des Nations Unies au niveau des pays – processus qui jusqu'ici a été mis en place en parallèle avec les discussions sur le Plan d'action global. Le moment est venu d'avancer de concert, par exemple en appliquant le Plan dans les pays qui ont été choisis pour piloter la réforme des Nations Unies. La mise en œuvre et le suivi d'un plan intégré dans ces pays fournira un modèle à appliquer ailleurs.

Comme les institutions apportent leur contribution en fonction de leurs avantages comparatifs et participent en fonction de leurs points forts relatifs selon des modalités complémentaires, il est souhaitable de constituer une ressource de données sur les pays, utilisant des bases de données communes et contenant des éléments d'information convenus d'un commun accord, notamment les meilleures pratiques avérées.

Engagement mondial : A mesure que les partenaires de l'EPT continueront d'affiner leur agenda en cours d'actions complémentaires, il sera de plus en plus nécessaire et opportun d'approfondir la coopération avec d'autres organes et réseaux mondiaux qui conduisent leur propre dialogue sur l'éducation et d'autres problèmes mondiaux. Ces entités comprennent le groupe G8 de pays, les institutions de Bretton Woods, le Forum économique mondial, l'OCDE et la Commission européenne, entre autres. Au cours de l'année 2006, le profil de l'EPT a été rehaussé par le Sommet du G8 et, parmi les chefs des institutions du système des Nations Unies, par la réunion des responsables du Groupe des Nations Unies pour le développement. Cette visibilité et ce soutien ont servi de base à un renforcement de l'engagement au niveau mondial.

■ RÉPONSES

Le débat qui a suivi l'exposé de M. Smith a été l'occasion de commenter le fonctionnement du Groupe de haut niveau dans son ensemble, ainsi que certaines questions touchant l'EPT qui, selon les participants, devraient retenir l'attention au cours de l'année à venir.

Revigorer le Groupe de haut niveau

Des participants très divers ont souhaité qu'une impulsion nouvelle soit donnée au Groupe de haut niveau en tant qu'organe doté d'un réel pouvoir de faire avancer l'agenda de l'EPT. Cela exigera une plus large représentation au niveau ministériel, particulièrement de la part des pays donateurs. Cette demande a été confortée par le ferme soutien qu'elle a reçu du directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de président du Groupe de haut niveau. Celui-ci a spécialement insisté sur le ferme appui des pays en développement au niveau ministériel et lancé un appel aux pays donateurs pour qu'ils manifestent un degré équivalent d'engagement. D'autres membres du Groupe ont fait écho à cet appel et exprimé le souhait que participent aux travaux du Groupe tant des ministres de l'éducation que des ministres des finances, de façon que les décisions sur les politiques et sur les ressources puissent être prises en tandem. D'autres participants sont intervenus pour souligner qu'il faudrait que les chefs des institutions multilatérales participent au Groupe de haut niveau.

La réunion de 2007 offre une occasion particulière de rehausser le profil de l'EPT étant donné qu'elle portera sur les progrès accomplis sur les six objectifs et qu'elle dressera le bilan de ce qui a été réalisé depuis 2000. La planification et la préparation de la réunion de 2007 devraient tenir compte sérieusement de ces suggestions et débiter sans délai.

Suivi des progrès de l'EPT

Dans la perspective de l'examen des progrès de l'EPT en 2007, les participants ont suggéré que le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* et la réunion du Groupe de haut niveau qui suivra abordent un certain nombre de thèmes.

Reconnaissance des progrès accomplis : Il est particulièrement important que les institutions et les pays qui apportent leur aide à l'éducation puissent démontrer que leurs ressources ont été dépensées efficacement et font une différence. C'est pourquoi le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* et son suivi devraient clairement souligner les progrès majeurs accomplis sur le terrain avant de considérer les défis restant à relever. Alors que les dispositions et les objectifs de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et l'harmonisation entre les donateurs sont mises en application, et si les ministres des finances sont invités à la réunion de 2007, il est particulièrement important de démontrer les liens entre les progrès accomplis et les engagements de financement.

Élargissement des concepts de l'éducation de base : Depuis Dakar, certains pays ont réexaminé ce qui constitue une éducation de base de qualité et sont parvenus à la conclusion qu'il faut jusqu'à dix années de scolarité. C'est là un sujet que devrait aborder le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* et qui pourrait figurer utilement à l'ordre du jour du Groupe de haut niveau.

Partenariats pour l'EPT : Un examen général des progrès accomplis devrait reconsidérer la nature et la force des partenariats, au niveau national comme au niveau mondial. Le rôle de la société civile dans ces partenariats, mis en relief dans le Cadre d'action de Dakar, mérite l'attention, l'accent étant mis sur la manière dont l'UNESCO peut soutenir les coalitions d'ONG. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* pourrait aussi examiner comment les programmes thématiques ou les programmes phares de l'EPT ont fonctionné et où ils ont réussi.

Au terme de ce débat, le directeur de l'Équipe du rapport mondial de suivi, M. Nicholas Burnett, a noté que l'élaboration du Rapport 2008 est en cours et que nombre des questions qui venaient d'être évoquées y sont traitées. Il tiendra compte des vues du Groupe de haut niveau à mesure que le Rapport prendra forme. Il a annoncé que le Rapport 2009 aurait pour thème la gouvernance et le financement.

Conclusion

Chacune des six réunions du Groupe de haut niveau qui se sont tenues depuis 2000 a porté sur un aspect différent de l'agenda de l'EPT, tout en mettant l'accent sur des préoccupations critiques et constantes, comme le besoin d'une volonté politique et de ressources accrues. À bien des égards, la réunion de 2006 n'a pas été différente des précédentes. Cependant, il est intéressant de noter qu'une autre perspective s'est dégagée, précisément du fait du thème principal.

Alors que les participants discutaient du thème de l'EPPE – premier objectif de l'EPT – des liens multiples sont apparus avec les cinq autres objectifs. L'EPPE a été décrite comme la meilleure préparation à la scolarisation dans le primaire et les données du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* ont mis en évidence les liens avec l'égalité entre les sexes. Cependant, d'autres liens ont été identifiés, avec l'alphabétisation des adultes par exemple. Les enfants venant de foyers où leurs parents, en particulier leurs mères, sont alphabètes, ont de bien plus grandes chances de participer à des programmes préscolaires et d'en tirer profit. Ces liens ont été perçus comme si étroits que certains participants ont demandé que l'alphabétisation des femmes fasse partie d'une approche intégrée de la fourniture des services d'EPPE. L'EPPE donne aussi des bases pour suivre jusqu'à son terme avec succès une éducation de base de qualité – renforçant non seulement les résultats d'apprentissage directement, mais aussi l'application des connaissances à la vie quotidienne par les jeunes et leurs chances de les utiliser pour obtenir un emploi productif rémunéré.

Ainsi, la réunion de 2006 a démontré le caractère holistique des objectifs de Dakar – la réalisation d'un objectif aidant à atteindre tous les objectifs. Cela n'est

pas nouveau, bien sûr, mais c'est un aspect important du mouvement de l'EPT qui mérite d'être souligné et répété.

Un autre aspect important de la réunion du Groupe de haut niveau au Caire a été la référence réitérée aux liens entre l'éducation et les autres domaines du développement, en particulier ceux auxquels sont consacrés les OMD. Une fois encore, les données du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* ont servi de point de départ, indiquant sans aucune ambiguïté que les programmes d'EPPE ont pour résultats de meilleures chances dans la vie, une capacité économique supérieure des individus et, enfin, la réduction de la pauvreté et le progrès socio-économique. Ainsi, l'agenda éducatif holistique de l'EPT comporte des liens réciproques et organiques avec les agendas plus généraux du développement humain durable.

Enfin, la réunion du Caire a été particulièrement notable par certains accents qui n'étaient pas si prononcés lors des réunions précédentes – l'accent mis sur un soutien prévisible et à long terme (particulièrement en ce qui concerne les financements) ; l'importance des approches globales (comme dans la prise en charge du VIH et du SIDA et l'éducation ; le besoin d'innovation et d'idées neuves ; enfin, l'appel en faveur d'une revitalisation des partenariats pour l'EPT, et non pas simplement d'une clarification des rôles et des responsabilités. Il est trop tôt pour en être certain, mais à l'avenir il sera peut-être permis de dire que c'est à la sixième réunion du Groupe de haut niveau au Caire en 2006 que s'est produit un changement majeur dans le développement de l'EPT.

Appendices

Appendice I : Communiqué de la Sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous

1. *Nous, Ministres, chefs de Secrétariat et hauts fonctionnaires d'institutions multilatérales et bilatérales et responsables d'organisations de la société civile, avons tenu au Caire, du 14 au 16 novembre 2006, à l'invitation du Directeur général de l'UNESCO, la sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT), dont le thème central était la protection et l'éducation de la petite enfance (EPPE). Nous adressons nos sincères remerciements au Gouvernement égyptien, notre hôte, pour son hospitalité et son soutien chaleureux.*
 2. *Notre réunion intervient à la fin d'une autre année importante pour le développement et l'éducation. Cette dernière figure désormais en meilleure place dans les agendas politiques et nombre de pays ont consenti des efforts pour augmenter les budgets qui lui sont consacrés et accélérer les progrès dans le domaine de l'EPT. Nous nous félicitons du soutien explicite apporté à l'EPT par le Sommet du G-8 à Saint-Petersbourg, de l'inclusion de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous (IMOA-EPT) dans le communiqué des ministres des finances du G-7 et de sa prise en compte par le Comité de développement de la Banque mondiale, ainsi que des nouvelles initiatives de financement de l'éducation pendant les dix prochaines années annoncées lors de la Conférence d'Abuja sur le financement du développement. Nous saluons en outre le resserrement des liens entre les cinq initiateurs de l'EPT qui vise à renforcer la coordination de l'action en faveur de l'EPT au niveau national.*
 3. *Nous prenons note de l'intégration accrue des programmes d'action de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et de l'IMOA-EPT, dont les réunions préalables à celle du Groupe de haut niveau ont apporté une contribution essentielle à nos délibérations.*
 4. *Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 indique que de nouveaux progrès ont été accomplis en matière d'EPT, avec la scolarisation de plus de 37 millions d'enfants supplémentaires dans le primaire de 1999 à 2004. De nouveaux pays ont supprimé les frais de scolarité, et l'aide à l'éducation augmente. Les taux d'alphabétisation des adultes progressent bel et bien mais lentement - au rythme actuel, seuls 100 des 781 millions d'adultes analphabètes dans le monde sauront lire et écrire d'ici à 2015. Deux*
- tiers des 181 pays pour lesquels nous disposons de données ont atteint l'objectif de la parité entre les filles et les garçons dans l'enseignement primaire. Les situations de post-conflit et de post-urgence nécessitent des solutions spécifiques à chaque pays pour que les enfants et les adultes puissent avoir accès à des possibilités d'apprentissage. Les défis qu'il nous reste à relever en matière d'EPT sont vastes et requièrent une action urgente : par exemple, parallèlement à l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés, la qualité de l'enseignement et l'évaluation des résultats de l'apprentissage demeurent des priorités essentielles sur lesquelles nous devons nous pencher.*
5. *Nous appelons de nouveau l'attention sur les questions que nous avons abordées l'année dernière mais qui exigent de nous tous que nous poursuivions nos efforts :*

 - ▷ *L'éducation est essentielle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ; nous appelons de nos vœux une intégration plus poussée de la planification dans le secteur de l'éducation et de celle visant les objectifs de développement en général, aux niveaux tant national qu'international.*
 - ▷ *Les six objectifs de l'EPT constituent un programme de travail intégré en matière d'éducation, pour la réalisation duquel nous nous engageons encore une fois à adopter **une approche globale.***
 - ▷ *Les progrès accomplis en matière de **parité entre les sexes** dans l'éducation de base sont trop lents. L'égalité entre les sexes dans l'enseignement en général est un objectif encore plus difficile à atteindre. Nous nous engageons à prendre des mesures plus ciblées pour supprimer les barrières qui empêchent les filles d'accéder à l'école, dans le cadre de l'UNGEI et par tout autre moyen, et à nous pencher sur la question des résultats scolaires des filles et des garçons dans l'enseignement primaire et secondaire.*
 - ▷ *Un adulte sur cinq – en majorité des femmes – **ne sait ni lire ni écrire** ; c'est là une situation inacceptable et une perte déplorable de potentiel. Nous nous engageons à lutter contre*

ce phénomène grâce à l'innovation et à de nouveaux investissements.

- ▷ En s'inspirant du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 intitulé *Éducation pour tous*, l'exigence de qualité et d'autres études, les gouvernements et les partenaires de l'EPT concevront une approche intégrée au niveau national qui garantisse que tous les facteurs concourant à **une éducation de qualité** soient pris en compte dans le suivi et l'évaluation ainsi que dans les processus connexes de planification et d'élaboration des politiques.
- ▷ L'existence de données précises et concises étant indispensable au suivi des progrès accomplis pour réaliser l'EPT, nous accueillons avec satisfaction l'analyse des statistiques de l'éducation et du financement de l'éducation contenue dans le Rapport mondial de suivi 2007. Nous nous engageons à accélérer les efforts pour obtenir des données sur les pays non étudiés, en particulier ceux touchés par un conflit, ainsi que sur les réalités infranationales.
- ▷ Les multiples problèmes économiques, sociaux, culturels et éducatifs que soulève la question du **travail des enfants** appellent des solutions spécifiques à chaque contexte ; nous nous engageons à œuvrer en toute transparence avec les communautés et à fournir des ressources afin d'abolir le travail des enfants et de permettre un accès équitable à un apprentissage de qualité.
- ▷ Si l'on veut que chaque enfant puisse suivre l'enseignement d'un maître qualifié dans une classe de quarante élèves maximum, il faudra 18 millions de nouveaux **enseignants** d'ici à 2015. Pour atteindre cet objectif, nous nous engageons à mettre en œuvre des stratégies et des actions innovantes afin d'améliorer la qualité des enseignants à tous les niveaux et dans tous les contextes. Cela supposera notamment de veiller à ce que les programmes scolaires soient bien conçus et intéressants, afin de faciliter l'apprentissage et de le rendre plus efficace, et de contribuer à combler les lacunes pédagogiques tout en améliorant la qualité de l'enseignement.
- ▷ En tant que partenaires de l'EPT, nous continuerons d'identifier des moyens qui

permettent de soutenir et de financer efficacement et durablement l'éducation dans les **situations consécutives à un conflit ou à une catastrophe** et dans les États fragiles, dans le cadre d'une approche qui vise à répondre aux besoins des groupes les plus défavorisés en matière d'EPT.

- ▷ **La coopération Sud-Sud** offre davantage de potentiel pour l'EPT qu'on ne le pense actuellement, en particulier en termes de renforcement des capacités et de développement institutionnel. En outre, c'est un moyen essentiel de coordonner les actions lorsque différents pays sont confrontés à des problèmes similaires.

PROTECTION ET ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE (EPPE)

6. Nous nous félicitons des éléments fournis dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 qui montrent que la protection et l'éducation de la petite enfance ont des effets bénéfiques sur les enfants, qu'elles peuvent les aider à achever leur cycle primaire et contribuent au développement socioéconomique national. Dans le cadre de l'ensemble des objectifs de l'EPT, nous nous engageons à œuvrer de concert pour :
 - ▷ accroître la participation aux programmes d'éducation de la petite enfance, en ciblant en particulier les groupes sociaux les plus défavorisés;
 - ▷ élaborer des politiques nationales claires et globales en matière d'EPPE, en consultation avec les parties prenantes concernées, en particulier les parents, et dans le cadre d'un plan national pour le secteur de l'éducation;
 - ▷ diversifier et approfondir les partenariats en matière d'EPPE, en particulier avec les gouvernements, les communautés locales, les ONG et le secteur privé ;
 - ▷ favoriser des programmes d'EPPE inclusifs qui adoptent une approche holistique des besoins de l'enfant, englobant l'éducation, la santé, la nutrition, les services sociaux et la protection sociale, et qui respectent la diversité culturelle

et linguistique, notamment l'usage de la langue maternelle ;

- ▷ *renforcer l'alphabétisation et l'éducation non formelle, en particulier au profit des femmes, dans le cadre d'une approche intégrée de l'EPPE;*
- ▷ *prendre en compte les questions de genre dès la petite enfance car c'est un aspect essentiel des efforts nécessaires pour atteindre les objectifs de parité et d'égalité entre les sexes ;*
- ▷ *améliorer les compétences et le statut du personnel de l'EPPE afin qu'il ait un meilleur rapport aux enfants.*

SOUTIEN ET FINANCEMENT

7. *Nous reconnaissons la nécessité urgente d'accroître le financement national et extérieur si nous voulons atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015, et nous notons que le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 estime à 11 milliards de dollars par an les fonds extérieurs nécessaires pour parvenir à l'éducation primaire universelle, y compris l'alphabétisation des adultes et l'EPPE. Nous nous félicitons du rôle croissant de catalyseur joué par l'IMOA-EPT en ce qui concerne l'harmonisation et l'alignement ainsi que pour l'augmentation des fonds alloués à l'éducation de base.*
 8. *Nous recommandons en particulier que :*
 - ▷ *le déficit de financement soit analysé de façon plus approfondie, en prenant en considération les projections concernant les incidences financières à long terme de l'action menée pour atteindre les six objectifs de l'EPT, et qu'un rapport soit présenté à ce sujet lors de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT en 2007 ;*
 - ▷ *les partenaires de l'EPT entament un dialogue avec les ministres des finances et le FMI afin d'encourager les pays à créer l'espace budgétaire qui leur permettra d'accroître les investissements en faveur de l'EPT et de lever les obstacles tels que le plafonnement de la masse salariale du secteur public ;*
- ▷ *l'ensemble des partenaires de l'EPT s'efforcent davantage de générer des ressources suffisantes pour que les objectifs de l'EPT soient atteints d'ici à 2015, dans le contexte d'une augmentation des engagements en faveur de l'APD ;*
 - ▷ *les gouvernements des pays en développement continueront d'accroître la part de leur budget allouée à l'éducation, l'objectif étant qu'elle représente 4 à 6 % du PNB ;*
 - ▷ *les partenaires de financement extérieurs accroîtront le volume de financement prévisible et à long terme en faveur de l'éducation en général et de l'éducation de base en particulier, notamment l'alphabétisation des adultes, l'EPPE et l'enseignement aux adolescents des compétences nécessaires dans la vie courante. Ils accorderont une importance particulière à la nécessité d'assurer des flux de ressources en temps opportun et de combler le déficit de financement des plans pour le secteur de l'éducation approuvés par l'IMOA ;*
 - ▷ *les gouvernements et les organismes d'aide au développement définissent au plus vite des objectifs de financement pour l'EPPE nettement plus élevés que les niveaux actuels afin que les programmes couvrent les groupes sociaux les plus défavorisés ;*
 - ▷ *les mécanismes de financement novateurs, notamment la conversion de la dette, les partenariats public-privé et d'autres possibilités de financement, soient davantage exploités, selon des modalités réalistes et appropriées pour appuyer l'EPT ;*
 - ▷ *lorsque des pays choisissent de supprimer les droits de scolarité, les partenaires de financement extérieurs envisagent d'urgence des mesures pour aider à combler le déficit de financement qui en résulte.*

VIH ET SIDA

9. *Nous réaffirmons le rôle fondamental que joue l'éducation pour permettre aux individus, aux communautés et aux nations de lutter efficacement contre le VIH et le sida, ainsi que pour permettre aux*

apprenants de se prémunir, et de protéger les autres contre le VIH.

10. *Conscients que le VIH et le sida sont des problèmes majeurs dans le monde, nous nous engageons expressément, dans tous les pays, à :*

- ▷ *établir un lien entre la planification du secteur de l'éducation et l'engagement en faveur de l'accès universel à la prévention, aux soins, aux traitements et à l'accompagnement d'ici à 2010 ;*
- ▷ *recourir à des stratégies éducatives et exploiter pleinement le potentiel offert par le secteur de l'éducation pour combattre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH et au sida ;*
- ▷ *lutter contre les effets de l'épidémie sur le secteur de l'éducation, notamment en proposant aux éducateurs une formation et un soutien renforcés et en remplaçant les enseignants victimes du sida ;*
- ▷ *adopter des politiques d'accompagnement et de lutte contre la discrimination sur le lieu de travail dans les systèmes éducatifs, telles que le Recueil de directives pratiques du BIT ;*
- ▷ *développer et renforcer l'éducation axée sur les compétences de la vie courante et les programmes similaires pour mieux sensibiliser aux risques du VIH et du sida et promouvoir la prévention ;*
- ▷ *veiller à ce que les orphelins et les autres enfants vulnérables aient un accès équitable à une éducation de base de qualité et qu'ils puissent la mener à son terme ;*
- ▷ *veiller à ce que les systèmes éducatifs offrent aux enseignants et membres du personnel malades ou touchés par le VIH et le sida un accès aux soins, à l'accompagnement et aux traitements ;*
- ▷ *encourager les partenariats stratégiques transsectoriels afin d'intensifier et d'appuyer la riposte globale du secteur de l'éducation.*

AUTRES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES

11. *Nous insistons sur le fait que la pauvreté et l'exclusion demeurent les principaux obstacles à la réalisation des objectifs de l'EPT et nous nous engageons à prendre de nouvelles mesures en faveur des populations les plus démunies, telles que la suppression des droits de scolarité et le versement d'allocations, ainsi qu'à mettre en place des politiques d'intégration.*
12. *Nous prenons l'engagement de lutter contre les inégalités entre les sexes sous toutes leurs formes, aussi bien là où les filles restent défavorisées que là où les garçons sont marginalisés, en combattant les obstacles à la scolarisation, à l'achèvement de la scolarité, à la réussite scolaire et à la qualité des résultats de l'apprentissage.*
13. *Nous nous attacherons à répondre aux besoins éducatifs propres aux adolescents – filles et garçons – par le biais de programmes appropriés, dans le cadre ou en dehors du système scolaire, en mettant l'accent sur les compétences nécessaires dans la vie courante.*

COOPÉRATION ET PLAN D'ACTION GLOBAL

14. *Nous reconnaissons combien il est important d'accroître la coopération et la coordination dans le cadre de l'action collective que nous menons pour atteindre les objectifs de l'EPT. Nous nous réjouissons donc de la version améliorée du Plan d'action global : améliorer le soutien apporté aux pays en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT, ainsi que du soutien manifesté par les chefs des institutions initiatrices de l'EPT et le Sommet du G-8 de 2006. Nous souhaitons attirer l'attention sur l'accent qui est mis dans le Plan d'action global sur le principe « un pays, un plan » pour le secteur de l'éducation en tant qu'élément central d'une meilleure coordination. Conscients que le Plan vise à renforcer la coordination entre les institutions multilatérales, conformément à la Déclaration de Paris et parce que c'est là un moyen important d'améliorer la coordination au niveau des pays entre les différents acteurs, nous formulons les recommandations ci-après concernant les mesures à prendre dans quatre domaines au cours de l'année à venir et souhaitons recevoir un rapport sur leur mise*

en œuvre lors de la réunion du Groupe de haut niveau en 2007 :

a) Application du Plan

- Les partenaires de l'EPT devraient agir promptement pour appliquer le Plan au niveau des pays, notamment dans les pays pilotes pour la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies, afin d'améliorer concrètement la coordination sur le terrain.
- Le Plan devrait mettre à profit les mécanismes de coordination déjà en place et en élargir la portée selon un processus et un modèle bien établis au niveau national.
- L'UNESCO devrait suivre de près le processus de mise en œuvre dans certains pays afin d'en tirer des enseignements et d'adapter le Plan en conséquence.

b) Développement des capacités

- Au niveau mondial, de même que dans la planification nationale du secteur de l'éducation, les initiateurs de l'EPT devraient faciliter une démarche coordonnée et systématique de soutien aux stratégies de développement des capacités menées par les pays dans le secteur de l'éducation et les autres secteurs. Cela inclura les différentes approches définies dans le cadre de la réunion des partenaires de l'IMOA-EPT.

c) Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire

- L'UNESCO devrait, d'ici à la prochaine réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT en 2007, élaborer un plan spécifique, en coopération avec les pays de l'E-9, le Groupe des 77 et la Chine, ainsi que les organismes d'aide au développement, en vue d'accroître la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (Sud-Sud-Nord).

d) Suivi et évaluation

- En s'appuyant sur l'évaluation des progrès de l'EPT au niveau des pays, et parallèlement à l'examen global effectué dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008, les partenaires de l'EPT devraient définir un

processus d'examen et de recherche à plus long terme pour le suivi et l'évaluation, qui guidera les politiques et les programmes nationaux, conformément aux propositions de l'IMOA-EPT visant à renforcer les systèmes de suivi grâce à une meilleure collaboration.

15. Nous espérons également que les cinq initiateurs de l'EPT maintiendront des consultations régulières au niveau international afin que le Plan reste un instrument dynamique de coordination, et chercheront en particulier à élargir leurs contacts avec les autres partenaires de l'EPT.

LA MARCHÉ À SUIVRE

16. Comme indiqué dans le Communiqué de la réunion du Groupe de haut niveau tenue à Beijing en 2005, nous attendons avec intérêt le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008 et son examen des progrès de l'EPT. Nous nous félicitons de l'intention d'ordonner le suivi de l'EPT selon une séquence différente (publication du Rapport mondial - réunion du Groupe de travail - réunion du Groupe de haut niveau) de façon à mieux mettre à profit les conclusions du Rapport pour orienter les efforts collectifs en cours.
17. Nous recommandons également de déployer des efforts supplémentaires pour redynamiser la réunion du Groupe de haut niveau et faire en sorte que des ministres et des chefs de secrétariat y soient présents, ce qui traduira un réel engagement et donnera à la réunion un retentissement plus grand.
18. Nous nous félicitons en outre des efforts déployés à l'échelon régional pour effectuer en 2007 un bilan des progrès de l'EPT. Ces processus complémentaires permettront de mesurer les progrès accomplis depuis 2000 et aideront en outre à orienter les efforts jusqu'en 2015. Nous nous engageons collectivement à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour donner effet, par des mesures énergiques, aux conclusions de ces examens.
19. Nous nous engageons à promouvoir l'EPT et à favoriser l'intégration de ses objectifs dans les agendas globaux de développement à la faveur des événements qui auront lieu en 2007 : Sommet du G-

8, réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI, conférences régionales sur l'alphabétisation, Conférence générale de l'UNESCO, réunions de l'UA, de l'ALECSO et de la Conférence des Ministres africains de l'éducation (COMEDAF), entre autres.

20. Nous accueillons favorablement la proposition du Gouvernement du Sénégal d'accueillir la prochaine réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous, du 11 au 13 décembre 2007, qui sera axée sur l'examen d'ensemble des progrès de l'EPT.

Appendice II : Discours d'ouverture du Directeur général de l'UNESCO

*Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les participants,
Mesdames, Messieurs,*

J'ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à la sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT. C'est un privilège particulier de se réunir en Égypte, un pays dont la riche tradition dans les domaines de la science et de la connaissance a nourri pendant de nombreux siècles la quête du savoir.

Je voudrais commencer par exprimer mes sincères remerciements à S. E. le Président Hosni Moubarak pour avoir accepté d'être l'hôte de cette réunion du Groupe de haut niveau. Permettez-moi également d'exprimer ma gratitude au Gouvernement et au peuple égyptiens pour leur chaleureux accueil. Nous sommes particulièrement honorés de la présence de S. E. le Premier Ministre égyptien, M. Ahmed Mohamed Nazif, et des aimables paroles qu'il a prononcées. Il est clair que la longue tradition de généreuse hospitalité de l'Égypte est toujours bien vivante.

Je tiens en outre à remercier tout particulièrement le coprésident de notre réunion, M. Yousri El Gammal, avec qui ce fut un plaisir de coopérer.

Lorsque le Groupe de haut niveau s'est réuni en novembre de l'an dernier à Beijing, nous nous sommes réjouis de la réelle possibilité que paraissait offrir l'année à venir de faire progresser le programme de l'EPT et, de fait, certaines avancées notables ont eu lieu ces douze derniers mois. J'en citerai quatre, qui sont essentielles.

Premièrement, en février dernier, nous avons tenu la sixième Réunion ministérielle d'examen des pays de l'E-9 à Monterrey, au Mexique. Vous vous souvenez peut être que la précédente réunion des pays de l'E-9 avait eu lieu ici-même, dans cet hôtel, il y a presque trois ans.

La réunion de Monterrey a illustré la capacité et la volonté croissantes des pays de l'E-9 non seulement de relever leurs propres défis concernant l'EPT, mais aussi de partager leur expérience et leur compétence - de plus en plus grandes - avec d'autres pays en développement. La réussite des pays de l'E-9 est indispensable à la réalisation de l'EPT. C'est pourquoi l'UNESCO reste ferme dans sa résolution de soutenir l'Initiative E-9, notamment en encourageant la formation de nouveaux partenariats, y compris la coopération triangulaire Nord-Sud-Sud.

Deuxièmement, et comme il était demandé dans le Communiqué de Beijing, les cinq organismes initiateurs de l'EPT ont intensifié leur coopération pendant l'année écoulée à l'appui du Plan d'action global pour l'EPT. Ainsi, de hauts responsables se sont réunis périodiquement afin d'affiner le Plan, d'en renforcer l'appropriation conjointe et de promouvoir son application au niveau des pays. Il s'agit là d'un élément crucial dans le contexte du processus en cours visant à améliorer la cohérence de l'action des Nations Unies sur le terrain. Nous aurons l'occasion de traiter plus en détail de cette question durant les deux prochains jours.

Troisièmement, les participants au Sommet du G-8 tenu en juillet à Saint Pétersbourg (Russie) se sont félicités du Plan d'action global pour l'EPT, en tant que moyen de renforcer la collaboration, d'améliorer la coordination et d'accroître l'efficacité et l'efficacités du soutien multilatéral apporté aux pays dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser l'EPT.

L'éducation occupait d'ailleurs une place importante dans le programme du G-8 de cette année. J'ai personnellement pris la parole lors d'une réunion spéciale du Sommet portant sur cette question et d'autres questions clés, à laquelle ont participé non seulement les dirigeants du G-8, mais aussi de nombreux chefs d'État de pays en développement.

Le Sommet du G-8 a souligné l'importance qu'a l'éducation pour favoriser l'esprit d'innovation dont ont besoin les sociétés du savoir d'aujourd'hui. Il a, en particulier, exprimé son soutien à l'EPT et insisté sur la nécessité cruciale d'un apprentissage de qualité tout au long de la vie. Les dirigeants du G-8 ont dit clairement, à cet égard, que tous les partenaires se devaient d'honorer l'engagement qu'ils avaient pris de poursuivre et d'atteindre les objectifs de Dakar.

Ces déclarations affirmant le rôle clé de l'éducation dans le monde d'aujourd'hui sont particulièrement pertinentes pour nos délibérations. Elles montrent que les objectifs de l'EPT sont valables partout et concernent tout le monde. Dans un monde globalisé et interconnecté, l'éducation doit être une éducation POUR TOUS.

Quatrièmement, les réunions de Singapour du Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont rappelé au monde l'objectif de 0,7 % du produit national brut fixé par l'Organisation des Nations Unies pour l'aide publique au développement.

Il est d'une importance décisive d'atteindre cette cible pour progresser plus rapidement dans la voie non seulement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) mais aussi d'autres objectifs de développement internationaux, dont l'EPT.

J'ai été particulièrement heureux que le Comité du développement reconnaisse le potentiel qu'offre l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT (IMOA) en ce qui concerne l'augmentation au niveau des pays, de l'aide au secteur de l'éducation. La déclaration du Comité fait écho à cet égard aux principes d'efficacité de l'aide énoncés dans la Déclaration de Paris. Dans le cadre de ce processus, il importe de continuer à insister sur une harmonisation accrue de l'aide à l'éducation entre les donateurs et sur un alignement plus clair de celle-ci sur les priorités nationales, telles qu'exprimées dans un plan du secteur de l'éducation.

*Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Comme il est d'usage à nos réunions, nous examinerons les conclusions du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007, récemment paru, qui a pour thème principal le premier objectif de l'EPT, à savoir l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE). L'EPPE ne fait pas partie des OMD. Il reste que les deux programmes sont étroitement liés. Comme indiqué dans le Rapport, l'EPPE fournit des bases solides sur lesquelles asseoir les efforts visant à éliminer la pauvreté et à améliorer la santé et la nutrition.

Comme d'habitude, le Rapport donne aussi un aperçu des progrès accomplis pour l'ensemble des six objectifs de Dakar. Il est satisfaisant, certes, de noter que des progrès notables ont été enregistrés dans la réalisation de l'EPT, par exemple grâce à de nouvelles baisses du nombre d'enfants non scolarisés, à une progression plus marquée de la parité entre les sexes et à un accroissement de l'aide internationale.

Mais, ces exemples de réussite ne sont pas sans appeler certaines réserves. Il est mentionné dans le Rapport que les chiffres des enfants non scolarisés n'incluent pas les enfants qui manquent régulièrement l'école ; que, pour 100 garçons qui vont à l'école, on ne compte, en moyenne, que 94 filles ; et que, dans 41 pays, la part de l'éducation dans les dépenses intérieures a en fait diminué entre 1999 et 2004. En outre, le nombre des analphabètes adultes ne baisse que lentement et, dans certaines régions, les

enseignants sont encore trop peu nombreux pour assurer aux enfants scolarisés une éducation de qualité.

Mon but n'est pas de minimiser les progrès réguliers et importants que nous enregistrons en matière d'EPT, mais plutôt de souligner la nécessité d'accélérer les efforts pour atteindre les objectifs de 2015. D'ailleurs, le Rapport lui-même nous exhorte à revenir au programme global du Cadre d'action de Dakar, et à nous préoccuper sans plus attendre de tous ceux, quel que soit leur âge, pour qui une éducation de base de qualité n'est encore qu'un rêve lointain.

En ce qui concerne le thème majeur du Rapport - l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) -, les faits parlent clairement. L'EPPE contribue de façon significative au bien-être des jeunes enfants puis à leur réussite scolaire. L'incidence de l'EPPE sur le développement social et psychologique de l'enfant, sa contribution au progrès économique et à la réduction de la pauvreté, et sa fonction sociale consistant à permettre aux parents, en particulier aux mères, de travailler hors du domicile, sont autant d'effets bénéfiques universellement reconnus.

Dans la mesure où nous œuvrons tous ensemble à la réalisation de l'ensemble du programme de l'EPT, il importe que tous - gouvernements, organismes d'aide, organisations de la société civile, partenaires multilatéraux et secteur privé - nous réexaminions nos priorités. Nous devons essayer de faire en sorte que les « bases solides » prônées dans le Rapport deviennent une possibilité pour tous les jeunes enfants.

Nos discussions porteront également sur le VIH et le SIDA, notamment sur la façon dont l'éducation peut permettre de répondre plus complètement à l'épidémie.

Nous savons tous quel impact dévastateur le VIH et le SIDA ont dans certaines régions et certains pays - un impact qui modifie la structure démographique, réduit considérablement l'espérance de vie et touche des générations entières. Les répercussions sur l'éducation sont tout aussi dramatiques, notamment en ce qui concerne les perspectives de réalisation de l'EPT.

Et pourtant, l'éducation est également un moyen essentiel de combattre l'épidémie. Cela vaut aussi bien en matière de prévention que de traitement, de prise en charge et de soutien. Conscient de la gravité et de l'urgence de la situation, le Groupe de travail sur l'EPT,

à sa septième réunion, tenue à Paris en juillet dernier, a fortement recommandé que le Groupe de haut niveau se saisisse de cette question. Il est vital que la conception et la mise en œuvre d'une réponse éducative véritablement globale au VIH et au SIDA bénéficient d'un appui politique au plus haut niveau.

Il nous faudra aussi, dans cette enceinte, aborder la question des ressources requises pour l'EPT. C'est là un point récurrent de notre ordre du jour car il reste encore beaucoup à faire pour que les besoins en ressources soient pleinement satisfaits.

Il ne s'agit pas de nier que de réels progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'augmentation de l'aide extérieure en faveur de l'EPT. La répartition des ressources reflète les priorités, et l'éducation, en particulier l'éducation de base, se voit désormais accorder un rang de priorité plus élevé dans les programmes de développement, comme elle le mérite.

Cela dit, même si les nouveaux engagements d'aide sont tenus, l'augmentation prévisible ne permettra de combler que la moitié du déficit de ressources annuel, estimé à 11 milliards de dollars. Les donateurs devront donc redoubler d'efforts. Dans le même temps, les pays en développement doivent eux-mêmes accroître et maintenir leur investissement dans l'éducation. C'est pourquoi, comme je l'ai dit plus tôt, il est inquiétant de constater que dans certains pays la part des budgets nationaux consacrée à l'éducation a diminué.

Nous devons donc nous pencher, une fois de plus, sur la question du déficit de financement, en étudiant toutes les sources de financement possibles, en nous demandant ce qu'il faudra faire pour répondre durablement aux besoins à long terme et en évaluant le potentiel de mécanismes de financement innovants. Nous devons indiquer clairement ce qu'implique une planification à long terme - jusqu'en 2015 - pour l'établissement des budgets nationaux et pour l'aide internationale. L'engagement qu'a pris récemment le Royaume-Uni de dégager sur les dix années à venir 15 milliards de dollars pour l'éducation est un pas encourageant dans cette direction. À propos de mécanismes de financement innovants, j'appelle votre attention sur le fait que l'UNESCO a mis en place un Groupe de travail sur la conversion de la dette au bénéfice de l'éducation. Ce groupe de travail tiendra sa première réunion ce mois-ci, sous la présidence du Ministre argentin de l'éducation, M. Daniel Filmus.

*Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

Avant de conclure, je voudrais dire un mot du contexte multilatéral en pleine transformation dans lequel nous sommes appelés à poursuivre notre effort en faveur de l'EPT.

La réforme des Nations Unies progresse rapidement, non seulement au travers des changements et adaptations en cours au niveau des pays, mais aussi à la lumière des conclusions et recommandations du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies, qui a publié la semaine dernière son rapport final. La réforme des Nations Unies influera considérablement sur la façon dont collaborent, à l'appui de l'EPT, les cinq organismes initiateurs de celle-ci - et les autres parties prenantes multilatérales telles que l'OIT, la FAO, le PAM et l'ONUSIDA. Cela est particulièrement vrai au niveau des pays. Compte tenu de l'évolution vers un programme par pays unifié à l'échelle des Nations Unies, il est crucial que nous agissions ensemble pour faire en sorte que les enjeux sectoriels clés du développement - telle l'éducation - soient dûment pris en compte. Je sais que l'UNESCO n'est pas seule à le souhaiter.

Le Plan d'action global offre déjà le cadre d'une action plus cohérente à l'appui de l'EPT de la part des organismes multilatéraux. Le défi à relever est de traduire ce cadre en une coopération concrète sur le terrain. La réforme actuelle du Secteur de l'éducation de l'UNESCO vise à clarifier le rôle de l'Organisation dans le domaine de l'EPT pour que nous puissions collaborer plus efficacement avec les autres partenaires, tant sur le terrain qu'au niveau mondial.

En conclusion, il est évident que nous nous réunissons à un moment marqué par de grands changements, de grands défis et de grandes possibilités. Nous devons nous employer ensemble à façonner cet environnement de telle manière qu'il nous offre à tous la possibilité de consacrer nos meilleurs efforts à la tâche qui est devant nous, à savoir offrir des chances nouvelles et réelles d'accéder à une éducation de base de qualité à ceux qui en sont encore privés. Nous avons à cet égard, en tant que Groupe de haut niveau sur l'EPT, une responsabilité particulière.

Je vous remercie.

Appendice III : Liste des participants

Chefs d'État et de gouvernement

- M. Ahmed Nazif
Premier Ministre
Le Caire, Egypte

Ministres

MINISTRES DE L'ÉDUCATION

BRÉSIL

- M. Ricardo Henriques
Vice-Minister for Literacy, Continuous Education and Diversity
Ministry of Education Esplanada dos Ministerios, bloco L, sala 824
Brasilia D.F. - cep: 70047-900, Brazil
Tél. : +556121048432
Fax : +556121049229
e-mail : ricardohenriques@mec.gov.br
- M^{me} Arruda Benjamin
Diplomat Permanent Delegation of Brazil to UNESCO
1, Rue Miollis, Paris, France
Tél. : +33145516067
Fax : +33147832840
e-mail : d.benjamin@unesco.org
- M^{me} Claudia Maria Paes de Carvalho Baena Soares
Deputy Head of the International Affairs Unit of the Minister's Cabinet
Ministry of Education
Esplanada dos Ministerios, bloco L, sala 824 - Brasilia D.F. - cep: 70047-900, Brazil
Tél. : +556121049527
Fax : +556121049229
e-mail : claudiasoares@mec.gov.br

BURUNDI

- M. Saidi Kibeya
Minister of National Education and Culture
Fax : +257228477
- M. Oscar Bazikamwe
Director of Education Planning
Ministry of National Education and Culture
Tél. : +257228976

CAMEROUN

- M^{me} Haman Adama
Ministre de l'éducation de Base
Yaoundé, Cameroun

CHILI

- M^{me} Yasna Provoste
Ministre de l'éducation
Santiago, Chili

CHINE

- M. Tian Xiaogang
Secretary-General
Chinese National Commission for UNESCO,
Ministry of Education
37 Damucang Hutong, Xidan, Beijing
100816 China
Tél. : +861066096989
Fax : +861066017912
e-mail : tianxg@moe.edu.cn

Accompagné par:

- M. Gong Wan
Assistant to Chairman of Executive Board,
Chinese National Commission for UNESCO
37, Damucang Hutong, Xidan,
Beijing, 100816 China
Tél. : +861066097761
Fax : +861066017912
e-mail : gongwan@moe.edu.cn
- M. Yang Jin
Deputy Director-General
Department of Basic Education, Ministry of Education
37 Damucang Hutong, Xidan, Beijing
100816 China
Tél. : +861066096369
Fax : +861066017346
e-mail : yangjin@moe.edu.cn
- M. Ai Hongge
Director
Ministry of Education
No. 35 Damucang Hutong, Xidan,
Beijing, 100816 China
Tél. : +861066097706
Fax : +861066013647
e-mail : ahong@moe.edu.cn

- M^{me} Dong Jianhong
Division Director in Education
Chinese National Commission for UNESCO,
Ministry of Education
37 Damucang Hutong, Xidan, Beijing
100816 China
Tél. : +861066096249
Fax : +861066017912
e-mail : jhd@moe.edu.cn

- M^{me} Tian Lulu
Programme Officer
Ministry of Education
35 Damucang Hutong, Xidan, Beijing,
100816 China
Tél. : +861066097654
Fax : +861066013647
e-mail : tianll@moe.edu.cn

ÉGYPTE

- M. Yousri El Gamal
Minister of Education

Ministry of Education, Silver Tower, 12
Waked Street Z.
Code 836 Cairo, Egypt
Tel : +2025787644
Fax : +2027962952

- M. Hany Helal
Minister of Higher Education and State
for Scientific Research
101 Kasr El Einy St.
Cairo, Egypt

Accompagné par:

- M. Ahmad Abd El-Mouti
First Undersecretary, Head of Book Sector
- Dr Mustafa Abd El-Samie
Head, National Center for Educational Research and Development
- Dr Hassan El Bilawi
Minister's Advisor
- Dr Reda Abo Serie
First Undersecretary, Head of General Education Sector
- M. Mohamed Safwat Salem
Head of UNESCO National Commission
- Dr Naguib Khozam
Head, National Center for Examinations and Educational Evaluation
- Dr Mohamed Abo Rezka
Head, Supporting and Financing Educational Projects Fund
- Dr Yousry Affi
Head, Center for Curriculum and Instructional Material Development
- Ms Farida Alwakil
General Secretary, Member of Board of Directors: Integrated Care Society
- Dr Gamal Sami Ali
Dean of Institute of Higher Studies in Childhood, Ain Shmas University
- Dr Hanem Mohamed Fawzi
Dean of Kindergarten Faculty, Cairo University
- Dr Faten Abd Allatif
Dean of Kindergarten Faculty, Ale
- Dr Nadia Sherif
Director of Education Enhancement Project in Early Childhood
- Dr Mai Mahmoud Shehab
Professor, National Center for Educational Research and Development
- Dr Abd Allah Baiumi
Professor, National Center for Examinations and Educational Evaluation

■ Dr Amin Abu Bakr
Undersecretary for Basic Education

■ M. Mohamed Yousry
Undersecretary for Security

■ M. Amgad Mohamed Ateya
Director-General, General Directorate
for the Kindergarten

■ M. Mahmoud Saleh
Director-General, General Directorate
for 'The One Classroom Schools'

■ Dr Shadia Kenawy
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary,
Permanent Delegate to UNESCO
1, rue Miollis
75732 Paris, France Cedex 15
e-mail : dl.egypte@unesco.org

GHANA

■ M^{me} Angelina Baiden-Amisshah
Deputy Minister
Ministry of Education
P. O. Box M45
Accra, Ghana
Tél. : +23321665610
Fax : +233-21-665610

■ M^{me} Margaret Amponsah
Head, Early Childhood Development Unit
Ghana Education Service
P. O. Box M45
Accra, Ghana
Tél. : +233244238355
Fax : +23321663045

GUYANA

■ Mr Shaik Baksh
Minister of Education
26 Brickdam, Georgetown Guyana
Tél. : +5922263094
Fax : +5922255570

INDE

■ M^{me} D. Purandeswari
Minister of State
Ministry of Human Resource
Development
Government of India
Room no.125, 'C' Wing, Shastri Bhavan
New Delhi 110001
Tél. : +911123381567
Fax : +911123387771
e-mail : d.puran@nic.in

Accompagné par:

■ M^{me} Bhaswati Mukherjee
Ambassador, Permanent Representative
Permanent Delegation of India to
UNESCO
1, rue Miollis, 75732 Paris France
Tél. : +33145682988

Fax : +33147345188
e-mail : dl.India1@unesco.org

■ Dr V. Sraman
Private Secretary to Minister of State
Ministry of Human Resource
Development
Government of India
Room 115, 'C' Wing, Shastri Bhavan, New
Delhi 110001, India
Tél. : +911123384073
Fax : +911123387771

■ M^{me} Anita Kaul
Joint Secretary, Ministry of Human
Resource Development
Government of India
Room 111, 'C' Wing, Shastri Bhavan, New
Delhi 110001, India
Tél. : +911123383451
Fax : +911123382052
e-mail : anitakaul.edu@nic.in

■ M. Keshav Desiraju
Joint Secretary
Department of Higher Education
314-C, Shastri Bhavan, New Delhi-
110001, India
Tél. : +911123384359
Fax : +911123382689
e-mail : kdesiraju@rediffmail.com

■ M. A. Gopinathan
Ambassador
Embassy of India to Egypt
5, Aziz Abaza Street, Zamalek
Cairo, Egypt
Tél. : +2027356168
e-mail : ambassador@indoembcairo.
com

■ M. Rahul Kulshreshtha
Deputy Chief of Mission
Embassy of India to Egypt
5, Aziz Abaza Street, Zamalek
Cairo, Egypt
Tél. : +2027364941
e-mail : dcm@indoembcairo.com

■ M. Ajay Kumar
Second Secretary Information
Embassy of India to Egypt
5, Aziz Abaza Street, Zamalek
Cairo, Egypt
Tél. : +2023927702
e-mail : infoemb@indoembcairo.com

INDONÉSIE

■ M. Bambang Sudibyo
Minister of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta, Indonesia
Tél. : +622157333352
Fax : +622157366870
e-mail :
mdiknas@indosat.net.id

Accompagné par:

■ M^{me} Retno Sunarminingsih Sudibyo
Lecturer / Vice Rector
University of Gadjah Mada
Bulak Sumur, Yogyakarta Indonesia
Tél. : +62274901904/
+62274560137
Fax : +62274901831

■ M. Ace Suryadi
Director-General of Non Formal
Education
Ministry of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta, Indonesia
Tél. : +62215725033
Fax : +62215725484
e-mail : drace@cbn.net.id

■ M. Fasli Jalal
Director-General for Quality
Improvement of Teachers and Education
Personel
Ministry of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta Indonesia
Tél. : +622157901004
Fax : +622157851730

■ M. Ir Gatot Hari Priowirjanto
Head, Bureau for Planning and
International Cooperation
Ministry of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta, Indonesia
Tél. : +62215709445
Fax : +62215709446

■ M. Joko Pratomo
Bureau for Planning and International
Cooperation
Ministry of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta, Indonesia
Tél. : +62215711144,
ext 2712
Fax : +62215733127

■ M. Mohammad Thohari
Bureau of General Affairs
Ministry of National Education
Jalan Jenderal Sudirman, Senayan
Jakarta, Indonesia

■ M. Wirakarta Kusumah
Ambassador, Permanent Delegate of
Republic of Indonesia to UNESCO
1, Rue Miollis
Paris, France
Tél. : +33145682972
Fax : +33145660237
e-mail : del.Indonesia@unesco.org

■ M. Muhammil Basyuni
Charge D' Affairs
Indonesian Embassy to Egypt
Cairo, Egypt
Tél. : +2027947200

■ M. Mohammad Salim Afandi
Indonesian Embassy to Egypt
Cairo, Egypt
Tél. : +2023903625

JORDANIE

■ M. Khaled Toukan
Minister of Education and Higher
Education
Amman, Jordan
Tél. : +96265665461
Fax : +96265673540
E-mail : moffice@moe.gov.jo

KENYA

■ M. Karega Mutahi
Permanent Secretary
Ministry of Education, Science and
Technology
PO Box 30040-00100, Nairobi, Kenya
Tél. : +25420318581,
ext 30460
Fax : +25420214287
e-mail : ps@education.go.ke

Accompagné par:

■ M. George I.
Godia Education Secretary
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040-00100 Nairobi, Kenya
Tél. : + 254 20 341852
Fax : +254 20 341875

■ M. Laban Peter Ayiro
Senior Deputy Director of Education
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040-00100 Nairobi, Kenya
Tél. : + 254 20 318581
Fax : +254 20 213025

■ M^{me} Leah K. Rotich
Deputy Director of Education
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040-00100 Nairobi, Kenya
Tél. : +25420318581,
ext 30536
Fax : +25420214287

■ M^{me} Mary Mbiro Khimulu
Ambassador, Permanent Delegate of the
Republic of Kenya to UNESCO
1, Rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15
France
Tél. : +33145683281
Fax : +33144490858
e-mail : dl.kenya@unesco.org
m.khimulu@unesco.org

■ Mr Symon Karanja
Principal Economist
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040-00100 Nairobi, Kenya

Tél. : +25420318581
Fax : +254020213025

MEXIQUE

■ M. Daniel Gonzalez-Spencer
Secretary General for NATCOM Mexico
Ministry of Public Education
Donceles 100, Centro, Mexico D.F.
Tél. : +525530036940
Fax : +525530036943
e-mail : dgri@sep.gob.mx

Accompagné par:

■ M^{me} Isabel Farha
Deputy Secretary General for NATCOM
Mexico
Ministry of Public Education
Donceles 100, Centro, Mexico D.F.
Tél. : +525530036948
Fax : +525530036947
e-mail : ifarha@sep.gob.mx

MOZAMBIQUE

■ M. Jao Assale
Deputy Director of Primary Education
Ministry of Education and Culture
24th July Ave.
Maputo 167, Mozambique
Tél. : +258824363820

■ M^{me} Albertina Bila
P.S.
Ministry of Education and Culture
24th July Ave.
Maputo 167, Mozambique
Tél. : +25821491748
Fax : +25821492196
e-mail : abila@moe.gov.mz

■ M. Manuel Lobo
Adviser
Ministry of Education and Culture
24th July Ave.
Maputo 167, Mozambique Tél. :
+25821491748
Fax : +25821490979
e-mail : Lobo@mec.gor.mz

NIGERIA

■ M. Abba S. Ruma
Minister of State for Education

Accompagné par:

■ M^{me} Amina Ibrahim,
SSAP/MDGs,
The Presidency, Abuja, Nigeria

■ M. A. Abdulkadir
Special Assistant to HMSE

■ Prof. G. Obioma,
Executive Secretary, NERDC, Sheda

■ Prof. Gidado Tahir
Executive Secretary, UBEC, Abuja,
Nigeria

■ Dr N. Muhammad,
Executive Secretary, NCNE, Kaduna,
Nigeria

■ Dr K. Isyaku,
Coordinator, TTISSA, UBEC, Abuja,
Nigeria

■ M^{me} M. Y. Katagum,
Secretary-General,
Nigerian National Commission for
UNESCO

■ Dr R. Ukpong,
PRS Department, FME, Abuja, Nigeria

■ M^{me} B. O. Momah
EFA Office, FME, Abuja Nigeria

■ M. M. Omolewa
Ambassador, Permanent Delegate to
UNESCO
1, rue Miollis, 75732 Paris France
Tél. : +33145682727
Fax : +33147675941

■ M^{me} Fatima Othman
Senior Counsellor, Permanent
Delegation to UNESCO
1, rue Miollis, 75732 Paris France
Tél. : +33145682727
Fax : +33147675941

■ M. Alexander Teonitope
Diplomat
Embassy of Nigeria
13, Gabalaya Road
Zamarek
Cairo, Egypt

■ M. Dayo Olagumju
Education Expert
MDGs Office
Suite 201, Block A Poulet Building,
Federal Secretariat
Abuja, Nigeria
Tél. : +2348033105903

PAKISTAN

■ Lt. Gen. (R) Javed Ashraf Qazi
Minister of Education
Government of Pakistan
Block-D Pak Secretariat,
Islamabad, Pakistan
Tél. : +92519212020
Fax : +92519201392 / +92519203245

Accompagné par:

■ M. Brig Tariq Mahmood
Secretary General
Pakistan National Commission for
UNESCO
Ministry of Education, Government of
Pakistan, Islamabad, Pakistan
Tél. : +92519257226
Fax : +92519257519
e-mail : pncuibd@comsats.net.pk

■ M. Saqib Ali Khan
Joint Education Adviser
Ministry of Education, Government of
Pakistan
Islamabad, Pakistan
Tél. : +92519261393
Fax : +92519261394

■ M. Habib -ur- Rehman
Senior Research Officer
Ministry of Education, Government of
Pakistan
Islamabad, Pakistan
Tél. : +92519261396
Fax : +92519261396/ +92519260945

PHILLIPINES

■ M^{me} Teresita Inciong
Director IV of the Bureau of Elementary
Education of the Department of
Education
Tél. : +6366540
Fax : +6337270
e-mail : tginciong@deped.gov.ph

QATAR

■ M^{me} Sheikha AL-Mahmoud
Minister of Education
P. O. Box 80 Doha, Qatar
Tél. : +9744933115
Fax : +9744930337

Accompagné par:

■ M^{me} Hamda AL-Sulaiti
Deputy Director of Evaluation Institute
Supreme Council for Education
PO Box 80, Doha
Qatar
Tél. : +9744941114
Fax : +9744941116

■ M. Abdulla AL-Mehaize
Director of the office of H.E. Minister of
Education
Ministry of Education
P. O. Box 80, Doha, Qatar
Tél. : +9744933115
Fax : +9744930337

■ M. Sultan Al-Mansoori
Deputy Cultural Attaché
Embassy of Qatar in Egypt
10 El-Themar St.
P.O.Box 12311, Cairo Egypt
Tél. : +2027604693/ +2047604312
Fax : +2027603618/ +207610901

■ M. Ali Zainal
Permanent Delegate of Qatar to UNESCO
1, Rue Miollis, 75732
Paris, France
Tél. : +33145682713
Fax : +33140659836
e-mail : a.zainal@unesco.org

■ M. Salah Sorour
Deputy Secretary General
National Commission for UNESCO
P.O.Box 9865, Doha, Qatar
Tél. : +9744658100/ +9744671646
Fax : +974467594/ +974678586

■ M. Jaber Al-Shawi
Head of section of UNESCO
National Commission for UNESCO
PO Box 9865, Doha, Qatar
Tél. : +9744658103
Fax : +9744671646

FÉDÉRATION DE RUSSIE

■ M. Dmitry Livanov
State Secretary – Deputy Minister of
Education and Science of the Russian
Federation
Ministry of Education and Science of the
Russian Federation
11, Tverskaya street Moscow,
Russian Federation
Tél. : +74956295182
Fax : +74952302660
e-mail : Livanov@mon.gov.ru

■ M. Roman Alexandrov
Deputy Head of the Division for
Multilateral Cooperation and
International Organization
Brusov Perelok street, 11 Moscow,
Russian Federation
Tél. : +74956295182
Fax : +74952302660
e-mail : aleksandrov@mon.gov.ru

Accompagné par:

■ M. Andrei Volkov
Advisor to Minister of Education and
Science of the Russian Federation
Ministry of Education and Science of the
Russian Federation
11, Tverskaya street Moscow, Russian
Federation
Tél. : +74954332486
Fax : +74954332495
e-mail :
volkov@anx.ru

■ M. Sergey Linevich
Senior Councillor
Ministry of Foreign Affairs
Tél. : +74952443025 / +74952442529

■ M^{me} Ksenia Gaverdovskaya
Third Secretary of the Commission of the
Russian Federation for UNESCO
121200, Smolenskaya, Sennaya pl.
32/34, Moscow, Russian Federation
Tél. : +74952442431
Fax : +74952442475
e-mail : eusnatcom@mid.ru

SÉNÉGAL

■ M. Babacar Samb
Ambassador
Embassy of Senegal to Egypt
(Ministry of Foreign Affairs in Senegal)
29 Abdell-Moneim Riad Street,
Mohandessein,
Cairo, Egypt
Tél. : +2023460946
e-mail : bsamb@refer.sn

YÉMEN

■ M. Abdusalam Mohammed Al-Joufi
Minister of Education
P.O. Box 11965
Sana'a, Yemen
Tél. : +9671279966
Fax : +9671274487

Accompagné par:

■ M. Abdullatif Almunifi
Executive Director
Basic Education Development Project
Ministry of Education
Sana'a, Yemen
Tél. : +9671619319
Fax : +9671619219
e-mail : Sttp@y.net.ye

■ M. Hamoud Mohamed Ghaleb AL-
Seyani
Education Expert
Ministry of Education
Sana'a, Yemen
Tél. : +9671494027
Fax : +9671494027

■ Dr Insaf Abdul Qassem
EFA Coordinator
Tél. : +9671403928
Fax : +9671403918
e-mail : insaf@yemen.net.ye

■ M. Ahmed Abdulla Ahmed
Head of Education and Adult Literacy
Ministry of Education
Sana'a, Yemen
Tél. : +9671605850

■ M^{me} Galilah Hamoud Shaga'a El-Din
Head of Education Division
Social Fund for Development
P.O. Box 16593
Sana'a, Yemen
Fax : +9671449670
e-mail : jalila@
sfd-yemen.org

■ M. Ali M Zayed
General Manager
Public Relations Division
Ministry of Education
Sana'a, Yemen
Tél. : +9671297760
Fax : +9671279760

**MINISTÈRES DE LA
COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT**

CANADA

■ M. Richard Cameron
Senior Vice-President Canadian
International Development Agency
(CIDA)
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
K1A 0G4 Canada
Tél. : +18199948208
Fax : +18199533352
e-mail : ric_cameron@
acdi-cida.gc.ca

Accompagné par:

■ M^{me} Sarita Bhatla
Director General
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
K1A 0G4 Canada
Tél. : +18199569105
Fax : +18199569107
e-mail : Sarita_Bhatla@
acdi-cida.gc.ca

■ M. Scott Walter
Senior Education Advisor
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
K1A 0G4 Canada
Tél. : +8199567119
Fax : +8199947161
e-mail : scott_walter@
acdi-cida.gc.ca

■ M^{me} Nora Fyles
Senior Education Analyst
Canadian International Development
Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
K1A 0G4 Canada
Tél. : +1819 994 3774
Fax : +1819 956 9107
e-mail : Nora_fyles@
acdi-cida.gc.ca

■ M. Peter Paproski
Counsellor (Development)/ Head of Aid
Canadian Embassy in Cairo
26 Kamel El Shenawy St. Cairo, Egypt
Tél. : +2027918700,
ext. 3450
Fax : +2027918866
e-mail : peter.paproski@
international.gc.ca

■ M^{me} Caroline Lavoie
First Secretary
Canadian Embassy in Cairo

26 Kamel El Shenawy St. Cairo, Egypt
Tél. : +2027918700,
ext. 3452
Fax : +2027918866
e-mail : caroline.lavoie@
international.gc.ca

FRANCE

■ M. Pierre-André Wiltzer
Envoyé Spécial du Gouvernement
Français
Ancien Ministre de la Coopération, du
Développement et
de la Francophonie
23 rue la Perouse, 75016 Paris, France
Tél. : +33143176305
e-mail : pierre-andre.wiltzer
@diplomatie.gouv.fr

Accompagné par:

■ M. Alain Dhersigny
Chef du bureau des politiques éducatives
et d'insertion professionnelle
Ministère des Affaires Etrangères
20 rue Monsieur, 75007 Paris, France
Tél. : +33153693321
Fax : +33153693783
e-mail : alain.dhersigny@
diplomatie.gouv.fr

■ M. André Pouilles-Duplaix
Sous-Directeur des politiques
sectorielles et des OMD
Ministère des Affaires Etrangères
20 rue Monsieur,
75007 Paris, France
Tél. : +33153693091
Fax : +33153694385
e-mail : andre.pouilles-
duplaix@diplomatie.gouv.fr

■ M^{me} Sandrine Boucher
Sous-directrice des politiques
sectorielles et des Objectifs du
Millénaire pour Le Développement
Direction des Politiques et de
Développement
Ministère des affaires étrangère
20, rue Monsieur, 75007 Paris, France
Tel : +33153693091
e-mail : sandrine.boucher
@diplomatie.gouv.fr

ALLEMAGNE

■ M. Bernhard Kühn
Assistant Director General - Global and
Sector Issues
Head of Division - Education, Health and
Population Policy
Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development (BMZ)
e-mail : bernhard.kuehn@bmz.bund.de

Accompagné par:

■ Dr Herbert Bergmann
Programme Co-ordinator (GTZ)
Basic Education Improvement
Programme
(BEIP), Yemen
e-mail : herbert.bergmann@gtz.de

■ Dr Temby Caprio
Sector Advisor, (GTZ)
Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development
Adenauerallee 139-141, 53113 Bonn,
Germany
Tél. : +492285353129
e-mail : temby.caprio@bmz.bund.de

ITALIE

■ M^{me} Teresa Savanella
Direction Générale de la Coopération et
au Développement
Ministère des Affaires étrangères
Rome, Italy

■ M^{me} Elena Manunta
Education Adviser, Coopération et au
Développement
Ministère des Affaires étrangères
Rome, Italy

JAPON

■ M. Nobuki Sugita
Deputy Director-General,
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japan
Tél. : +81355018000
Fax : +81355018351
e-mail : nobuki.sugita@
mofa.go.jp

Accompagné par:

■ M^{me} Noriko Matsuda
Global Issue cooperation Division,
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japan
Tél. : +81355018000
Fax : +81 3 5501 8452
e-mail : noriko.matsuda@mofa.go.jp

■ M. Toru Yoshikawa
Multilateral Cultural Cooperation
Division
Ministry of Foreign Affairs
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japan
Tél. : +81355018141
Fax : +81355018140
e-mail : toru.yoshikawa@mofa.go.jp

■ M. Yuzuru Imasato
Minister-Counsellor, Permanent
Delegation of Japan to UNESCO

148, rue de l'Université, 75007 Paris, France
Tél. : +33153592703
Fax : +33153592727
e-mail : deljpn.ed@unesco.org

■ M. Kunihiro Sasaki
Senior Specialist for Development Assistance, Office for International Cooperation, International Affairs Division, Minister's Secretariat
Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology
2-5-1, Marunouchi, Chiyoda-ku
Tokyo 100-8959, Japan
Tél. : +81367342606
Fax : +81367343669
e-mail : k-sasaki@mext.go.jp

■ M. Takashi Hamano
Associate Professor
Department of Education
Ochanomizu University
2-1-1 Otsuka, Bunkyo-ku, Tokyo 112-8610, Japan
Tél. : +81359785248
Fax : +81359785250
e-mail : hamano.takashi@ocha.ac.jp

■ M^{me} Keiko Mizuno
Senior Advisor (Education)
Japan International Cooperation Agency (JICA)
2-1-1 Yoyogi, Shibuya-ku, Tokyo, 151-8558, Japan
Tél. : +81353525345
Fax : +81353525111
e-mail : Mizuno.Keiko@jica.go.jp

PAYS-BAS

■ M. Ronaldo Siebes
Deputy Head Education Division
Ministry of Foreign Affairs
Bezuidenhoutseweg 67 2500 EB The Hague Netherlands
Tél. : +31703484301
Fax : +31703486436
e-mail : ronald.siebes@minbuza.nl

■ M^{me} Van Vliet
First Secretary (Education)
Royal Netherlands Embassy to Yemen
P. O. Box 20061
2500 EB the Hague, Netherlands
e-mail : maaike-van.vliet@minbuza.nl

NORVÈGE

■ M^{me} Bente Nilson
Acting Director, Department for Education and Research, NORAD

■ M^{me} Annelene Rør
Adviser, Department for Education and Research, NORAD

■ M. Ole Briseid
Deputy Permanent Representative of Norway to UNESCO

■ M^{me} Gerd-Hanne Fosen
Senior Education Adviser
Ministry of Education and Research
P.O. Box 8119 dep
No-0032 Oslo, Norway
Tél. : +4722247061
Fax : +4722247920
e-mail : ghf@kd.dep.no

ESPAGNE

■ M^{me} Maria Jesús San Segundo
Ambassador, Permanent Delegate of the Kingdom of Spain to UNESCO
1, Rue Miollis, 75732
Paris, France
Tél. : +33145683385
Fax : +33147834998
e-mail : dl.hispania@unesco.org

SUÈDE

■ M^{me} Maria Tegborg,
Head of Education Division (SIDA)

■ M. Kaviraj Appadu
Senior Programme Officer
Education Division
Department for Democracy and Social Development
Tél. : +4686985588
Fax : +4686985647
e-mail : kaviraj.appadu@sida.se

■ Malin Elisson
Programme Officer, Education
SIDA
e-mail : Malin.elisson@sida.se

■ M. Lars Ullén
Director of Education
Swedish National Agency for Education
Skolverket, 10620 Stockholm, Sweden
Tél. : +46852733277
Fax : +468244420
e-mail : lars.ullen@skolverket.se

ROYAUME-UNI

■ M. Sam Sharpe
Acting Director, Policy Division
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street, London United Kingdom
Tél. : +442070231213
Fax : +442070230636
e-mail : S-Sharpe@dfid.gov.uk

Accompagné par:

■ M. Richard Arden
Senior Education Adviser, Human Development Group
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street, London United Kingdom
Tél. : +02070231273
Fax : +02070230428
e-mail : R-Arden@dfid.gov.uk

■ M^{me} Halima Begum
Education Adviser
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street, London United Kingdom
Tél. : +442070230102
Fax : +442070230428
e-mail : H-Begum@dfid.gov.uk

■ M. Phil Rose
Team Leader, Education & Skills Team, Policy Division, Human Development Group
Department for International Development (DFID)
1 Palace Street, London United Kingdom
Tél. : +442070230190
Fax : +442070230428
e-mail : P-Rose@dfid.gov.uk

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

■ M^{me} Louise V. Oliver
Ambassador, Permanent Representative
U.S. Mission to UNESCO
12, avenue Raphaël, 75016 Paris, France
Tél. : +33145247416
Fax : +33145247488
e-mail : parisunesco@state.gov

■ M. Joseph Carney
Director Office of Education
USAID 1300 Pennsylvania Avenue NW,
Washington DC 20523
Tél. : +12027120732
Fax : +12022163229
e-mail : jcarney@usaid.gov

■ M^{me} Sally Lovejoy
Education Attaché
U.S. Mission to UNESCO
12, avenue Raphaël, 75016 Paris, France
Tél. : +33145247453
Fax : +33145247488
e-mail : lovejoySG@state.gov

Organismes multilatéraux

COMMISSION EUROPÉENNE

■ M. Daniel Guyader
Principal Administrator External
Relations General Directorate
European Commission
200 rue de la loi, 1049 Brussels, Belgium
Tél. : +3222966322
Fax : +3222963912
e-mail : daniel.guyader@ec.europa.eu

■ M^{me} Marja Karjalainen
Principal Administrator
European Commission
B-1049 Brussels, DG Development,
Office 4/65
Brussels, Belgium
Tél. : +3222996380
e-mail : Marja.Karjalainen@cec.eu.int

Accompagné par:

■ M. Anton Jensen
Education policy officer
European Commission , DG Development
Rue de la Science 1 Brussels, Belgium
Tél. : +3222958179
e-mail : Anton.Jensen@ec.europa.eu

■ M^{me} Silvia Crescimbeni
Education Programme Manager
European Commission
37 Gameat El Dowal El Arabeya,
Mohanedessein
Cairo, Egypt
Tél. : +20120815253
e-mail : silvia.crescimbeni@ec.europa.eu

■ M. Farid Hegazy
Programme Manager
European Commission
37 Gameat El Dowal El Arabeya
Mohanedessein,
Cairo, Egypt
Tél. : +20121173701
e-mail : farid.hegazy@ec.europa.eu

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

■ M. Geir Myrstad
International Programme on Child
labour
International Labour Office (ILO)
4, route des Morillons
CH-1211 Geneva 22
Tél. : +41227998094
Fax : +41227996111
e-mail : myrstad@ilo.org

■ M. Patrick Quinn
Senior Technical Specialist

International Labour Organization
3 route des Morillons,
CH 1211, Geneva 22
Switzerland
Tél. : +41227996164
Fax : +41227998781
e-mail : quinn@ilo.org

OCDE

■ M. Bernard Hugonnier
Deputy Director for Education, OECD
2, rue André Pascal, Paris
France
Tél. : +33145241620
e-mail : Bernard.hugonnier@oecd.org

PNUD

■ M^{me} Radhika Lal
Senior Policy Adviser and Education
Focal Point
One United Nations Plaza, DC1 – 2028,
New York, NY 10017 USA
Tél. : +12129066202
Fax : +12129065778
e-mail : radhika.lal@undp.org

■ M^{me} Elissar Sarrouh's
Deputy Resident Representative
UNDP, Egypt
Tél. : +2023949025
Fax : +2025784847

UNICEF

■ M^{me} Rima Salah
Deputy Executive Director
UNICEF HQ
3 UN Plaza, New York, NY 10017, USA
e-mail : rsalah@unicef.org

■ M. Cream Wright
Global Chief of Education
UNICEF HQ
3 UN Plaza, New York, NY 10017, USA
Tél. : +12128246619
e-mail : cwright@unicef.org

■ M^{me} Dina Craissati
Senior Adviser, Education
Programme Division
UNICEF HQ
3 UN Plaza, New York, NY 10017, USA
Tél. : +12123267602
e-mail : dcraissati@unicef.org

■ M. Philippe Testot-Ferry
Regional Advisor, Education & ECD
UNICEF Regional Office for CEE/CIS and
Baltic States
Palais des Nations
CH 1211 Geneva 10
Switzerland
Tél. : +41229095524
Fax : +41229095909
e-mail : ptestotferry@unicef.org

■ M^{me} Nurper Ulkuer
Programme Advisor/ ECD
UNICEF
3 UN Plaza, Room 1088
New York, NY 10017
USA
Tél. : +12123037955
e-mail : nulkuer@unicef.org

■ M^{me} Aster Haregot
Regional Education Advisor
UNICEF
P. O. Box 44145
Nairobi, Kenya
Tél. : +254207622780
e-mail : ahareg@unicef.org

■ M^{me} Malak El-Husseiny Zaalouk
Regional Advisor, MENA Education
UNICEF, Amman, Jordan
Tél. : +962795219645
e-mail : mzaalouk@unicef.org

■ M. Aya Aoki
Project Officer Education
UNICEF East Asia & Pacific Regional
Officer
19, Phra Atit Road
Bangkok 10200, Thailand
Tél. : +6223569296
Fax : +6222803563
e-mail : aaoki@unicef.org

■ M^{me} Rakoto Joseph
Project Administrator
UNICEF WCARO
BP 732
Dakar, Senegal
e-mail : nrjoseph@unicef.org

■ M. Lawalley Cole
Chief Education Section
UNICEF, Burundi

BANQUE MONDIALE

■ M^{me} Ruth Kagia
Director, Education Sector
The World Bank
1818 H Street, N.W., Washington, D.C.
20433, USA
Tél. : +12024733314
Fax : +12025223233
e-mail : rkagia@worldbank.org

Accompagné par:

■ M. Yaw Ansu
Sector Director, Africa Region
e-mail : yansu@worldbank.org

■ M. Michal Rutkowski
Director, Human Development, Middle
East and North Africa Region
The World Bank
1818 H Street, N.W., Washington, D.C.
20433, USA
Tél. : +12024735170

Fax : +12024770036
e-mail : mrutkowski@worldbank.org

■ M^{me} Jee-Peng Tan
Adviser, Human Development, Africa
Region
e-mail : jtan@worldbank.org

■ M^{me} Keiko Inoue
Operations Officer, Africa Region
e-mail : kinoue@worldbank.org

■ M. Donald Bundy
Lead Specialist, School Health-HIV &
AIDS
1818 H Street, Washington DC 20008,
USA
Tél. : +12024733636
Fax : +12024733637
e-mail : dbundy@worldbank.org

■ M. H. Dean Nielsen
Senior Education Officer, World Bank
1818 H Street, Washington D.C., USA
e-mail : dnielsen@worldbank.org

SECRETARIAT DE L'IMOA

■ M. Desmond Bermingham
Head of FTI Secretariat
The World Bank
1818 H Str., N.W., Washington D.C.
20433, USA
e-mail : dbermingham@
worldbank.org

■ M. Robert Prouty
Deputy Head FTI Secretariat
The World Bank
1818 H Str., N.W., Washington D.C.
20433 USA
e-mail : Rprouty@worldbank.org

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIALE

■ M. Francisco Esperjo
Chief of School Feeding
Via Cesare Giulio Viola 68, parco dei
Medici, 00148
Rome, Italy
Tél. : +390665132064
Fax : +390665132854
e-mail : Francisco.espejo@wfp.org

■ M^{me} Ute Meir
Deputy Chief, School Feeding
World Food Programme
Via Cesare Giulio Viola 68, parco dei
Medici, 00148
Rome, Italy
Tél. : +390665132878
Fax : +390665132854
e-mail : ute.meir@wfp.org

Société civile

RÉSEAU AFRICAIN POUR LA CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION POUR TOUS (ANCEFA)

■ M. Gorgui Sow
Regional Co-ordinator
Africa Network Campaign on Education
for All (ANCEFA)
Zone B Bâtiments,
Rue 111 Villa N° 24 A,
BP 3007 Dakar Yoff, Senegal
Tél. : +2218242244
Fax : +2218241363
e-mail : ancefa@sentoo.sn
gorgui@ancefa.org

ARAB NETWORK FOR LITERACY AND ADULT EDUCATION

■ M^{me} Seham Negm
Secretary-General,
Arab Network for Literacy and Adult
Education
10, Zaneb Kamel
Hassan St.
Doki, Giza, Egypt
Tél. : +2027311007
Fax : +2027295042
e-mail : women_society@
yahoo.com adult_education_net@
hotmail.com

BILL AND MELINDA GATES FOUNDATION

■ M. Craig Cramer

CENTER FOR UNIVERSAL EDUCATION, COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (USA)

■ M. Gene Sperling
Director
1779 Massachusetts Avenue N.W., suite
710
Washington DC, 20036 USA
Tél. : +12025183401
Fax : +12029862984
e-mail : gsperling@cfr.org

CONSEIL LATINO- AMERICAIN D'ÉDUCATION DES ADULTES (CEAAL)

■ M. Edgardo Alvarez
Investigador Programa
Interdisciplinario de
Investigaciones en Educación (PIIE)
Dalmacia 1267, Providencia
Santiago, Chili
Tél. : +5622096644
Fax : +5622047460
e-mail : ealvarez@academia.cl

GRUPE CONSULTATIF SUR LES SOINS ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

■ M^{me} Louise Zimanyi
Co-Director
The Consultative Group on
Early Childhood Care and Development,
Secretariat c/o Ryerson University
Faculty of Community Services
Sally Horsfall Eaton Centre for Studies in
Community Health (SHE 588)
350 Victoria Street Toronto, Ontario M5B
2K3 Canada
Tél. : +14169795000,
ext. 4801
Fax : +14169795384
e-mail : lzimanyi@ryerson.ca

INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

■ M. Elie Jouen
Deputy General Secretary
5, Bd du Roi Albert II 1210 Brussels,
Belgium
Tél. : +3222240653
Fax : +3222240606
e-mail : elie.jouen@
ei-ie.org

CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION ET MARCHE MONDIALE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

■ M. Kailash Satyarthi
Chairperson, Global March
Against Child Labour
President, Global Campaign for
Education (GCE)
L-72, III Floor, Kalkaji,
New Delhi, India
Tél. : +911126224899
Fax : +911140532072

■ M. Sudhanshu Joshi
Steering Committee Member
Global Task Force on Education
1925 K Street, NW Suite 300 Washington
DC 20006, USA
Tél. : +12027786370
Fax : +12027784638
e-mail : sjoshi@iccle.org

■ M^{me} Lucia Fry
Acting Coordinator
Global Campaign for Education (GCE)
24 Power, London,
United Kingdom
Tél. : +07976908006
E-mail : lucia.fry@
campaignforeducation.org

ALLIANCE INTERNATIONALE SAVE THE CHILDREN

■ M^{me} Fiona Weir
 Director of Policy and Communications,
 Save the Children UK
 1 St Jhon's Lane, London EC1M 4AR
 Tél. : +442070126781
 Fax : +442070126964
 e-mail : f.weir@
 savethechildren.org.uk

Accompagné par:

■ M^{me} Katy Webley
 Head of Education
 1 St John's Lane, London EC1M 4AR
 United Kingdom
 Tél. : +442070126787
 Fax : +44 20 7012 6963
 e-mail : K.Webley@
 savethechildren.org.uk

L'ORGANISATION ARABE POUR L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LES SCIENCES (ALECSO)

■ M. Monji Bousnina
 Director-General
 PO Box 1120, Tunis Tunisia

Autres

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

■ M. Alex Wong
 Director
 Head, Center for Global Industries,
 Geneva
 Head, Global Education Initiative
 World Economic Forum, 91-93route de
 la Capite
 CH-1223 Cologny, Geneva, Switzerland
 Tél. : +41228691460
 Fax : +41227862744
 e-mail : alex.wong@weforum.org

Observateurs

BÉNIN

■ M^{me} Evelyne Sossouhoutu
 Minister of Primary & Secondary
 Education
 Porto Novo, Benin

CAMBODGE

■ M. Im Sethy
 Secretary of State
 Ministry of Education, Youth and Sport

■ M. Nath Bunroen
 Under Secretary of State
 Ministry of Education, Youth and Sport

■ M. Om Sethy
 Director of Information and ASEAN
 Affairs Department
 Ministry of Education, Youth and Sport

■ M^{me} Hang Pheary
 Official of Pedagogical Research
 Department
 Ministry of Education, Youth and Sport

DANEMARK

■ M^{me} Kristian K. Edinger
 Senior Technical Advisor
 Ministry of Foreign Affairs
 Asiatisk Plhds 2, 1448 Copenhagen K
 Denmark
 Tél. : +453392011
 e-mail : kriedi@UM.DK

FINLANDE

■ M. Jussi Karakoski
 Education adviser
 Department for Development Policy
 Ministry for Foreign Affairs
 PO Box 176 (Katajanokanlaituri 3)
 FIN-00161 Helsinki, Finland
 Tel. +358916056100
 Fax : +358916056100
 e-mail :
 jussi.karakoski@formin.fi

LESOTHO

■ M. Mohlabi Tsekoa
 Minister of Education and Training
 PO Box 47 Maseru 100 Lesotho

■ M^{me} Ntsebe Rokorne
 Ministry of Education and Training
 PO Box 47 Maseru 100 Lesotho

MALI

■ M. Mamadou Lamine Traore
 Ministre de l'Éducation Nationale

■ M. Bonaventure Maïga
 Conseiller Technique au Cabinet du
 Ministre
 de l'Éducation Nationale

■ M. Youba Ba
 Directeur Administratif et Financier du
 Ministère de l'Éducation Nationale

■ M. Patrick Bogino, Administrateur
 Education
 Coordinateur du Fast Track pour le Mali
 UNICEF Mali

SIERRA LEONE

■ Dr Alpha T. Wurie
 Minister of Education, Science and

Technology
 Ministry of Education Science and
 Technology
 Freetown, Sierra Leone
 Tél. : +23276602089

■ Dr Albert C. T. Dupigny
 Education Sector Plan Coordinator
 Ministry of Education
 Freetown, Sierra Leone

■ M. Tim Brown
 Education Consultant
 UNICEF
 Govt. Central Med. Stores Compound,
 Jomo Kenyatta Road,
 PO Box 221, New England Freetown,
 Sierra Leone
 Tél. : +23276626541
 e-mail : tibrown@unicef.org

TADJIKISTAN

■ M. Sharipov Zarif Sharipovich
 Dep. Minister of Education of the
 Republic of Tajikistan

■ M^{me} Zulaikho Mazorova Sobirovna
 Specialist of Preschool and Secondary
 Education Department Ministry of
 Education of the Republic of Tajikistan

■ M. Md. Nurul Islam Project Officer,
 Child Development Section,
 UNICEF Tajikistan

ACTIONAID

■ M. David Julian Archer
 Head of Education
 Actionaid International
 Hamlyn Howe, Macdonald Road,
 Archway, London N195PG United
 Kingdom
 Tél. : +442075617504
 e-mail : david.archer@actionaid.org

UNICEF

■ M^{me} Raka Rashid
 Project Officer, Education, Regional
 UNGEI Secretariat
 UNICEF Regional Office for South Asia,
 PO Box 5815, Lekhnath Marg,
 Kathmandu, Nepal
 Tél. : +97714417082
 Fax : +97714419479
 e-mail : rrashid@unicef.org

COMMONWEALTH SECRETARIAT

■ Dr Jyotsna Jha
 Adviser, Gender and Education

■ M. Virgoilio Juvane
 Adviser, Education

FONDATION WILLIAM ET FLORA HEWLETT

■ M^{me} Lynn M. Murphy
Senior Fellow
The William and Flora Hewlett
Foundation
2121 Sand Hill Road, Menlo Park, CA
94025
Tél. : +6502344500,
ext. 5638
Fax : +6502341980
e-mail : lmurphy@hewlett.org

RESULTS USA

■ M^{me} Kolleen M. Bouchane
Education for All Campaign Manager
440, First Street NW 480
Washington D.C. USA
Tél. : +12027837100
Fax : +12027832818

UNDERSTANDING CHILDREN'S WORK—A JOINT ILO, UNICEF AND WORLD BANK PROJECT

■ M. Furio Rosati
Project coordinator
Understanding children's work – A joint
ILO, UNICEF and World Bank project
Via Columbia 2,
Rome, Italy
Tél. : +390672595618
e-mail : frosati@
ucw-project.org

UNESCO

Secrétariat

- M. Koïchiro Matsuura
Director-General
- M. Peter Smith
Assistant Director-General for Education
- M^{me} Ann Therese
Ndong Jatta
Director, Division for Basic Education
(EC-12)
- M. Mark Richmond
Director a.i, Division for the
Coordination of United Nations
Priorities in Education (ED/UNP)

Coordination Team, ED/UNP/EFA

- M^{me} Khawla Shaheen
Senior Programme Specialist
- M. Clinton Robinson
Senior Programme Specialist
- M^{me} Sabine Detzel
Programme Specialist
- M^{me} Mari Yasunaga
Programme Specialist

■ M. Akihiko Noda
Assistant Programme Specialist

■ M^{me} Lina Benete
Assistant Officer

■ M^{me} Almaz Ghebray
Senior Secretary

■ M^{me} Mary Konin
Secretary

■ M^{me} Riho Sakurai
Consultant

■ M^{me} Erin Tanner
Consultant

Equipe de rédaction du rapport mondial de suivi: EFA/GMR

■ M. Nicholas Burnett
Director

■ M^{me} Cynthia Guttman
Programme Specialist

Secteur de l'Éducation

■ M. Christopher Castle
Chief, Section for HIV&AIDS
ED/UNP

■ M. David Sunderland ED/UNP

Service des conférences, Unesco

■ M^{me} Chantal Bret
Chief Interpreter, ADM/CLD/I

■ M. Mohamed Salah El Din
Conference Section, ADM/CLD/C

Siège

■ M. Jean-Yves Le Saux
Director of the Division of Programme
Planning, Monitoring and Reporting
(BSP)

■ M^{me} Elizabeth Fordham
Office of the Director-General, ODG

■ M. Anthony Krause
Office of the Director-General, ODG/UC

■ M^{me} Naima Sedrati
Chief, ERC/RMSARB

■ M. Bassam Mansour
Regional Information Officer, ARB

Instituts de l'UNESCO

■ M. Hendrik Van der Pol,
Director, UNESCO Institute for Statistics
(UIS) Montreal

■ M. Saïd Belkachla
UIS

Bureaux Hors-siège

■ M. Abdel Monei Osman
Director, UNESCO Beirut Office

■ M. Mohamed Abdulrazzak
Director, UNESCO Cairo Office

■ M^{me} Ghada Gholam
Programme Specialist, UNESCO Cairo
Office

■ M. Jorge Sequeira
Director, UNESCO Pakistan Office

■ Dr Paul Ngarambe
Programme Specialist, UNESCO Burundi

Interprètes

■ M^{me} Chantal Bret

■ M^{me} Maria Aguilera

■ M. Jesus Getan Bornn

■ M. Alexandre Andrejew

■ M^{me} Ann Isabel Freeman

■ M^{me} Geneviève Leibrich

■ M^{me} Tatiana Gogenmos

■ M^{me} Nelly Sideris

■ M^{me} Olga Tammi

■ M. Ernesto Gonzalez Sala

■ M^{me} Naia Herrero Sadaba

■ M^{me} Mary-Sol Tellier

■ M^{me} Maria Smith

Appendice IV : Programme de la réunion

La Sixième session du Groupe de haut niveau sur l'EPT a comme objectifs :

- ▷ *D'évaluer le progrès accompli en matière d'EPT:*
 - *au moyen du suivi et de l'analyse du Rapport mondial du suivi sur l'EPT, à travers les six objectifs retenus*
 - *au moyen d'exemples actuels et d'analyse des tendances futures*
- ▷ *D'examiner trois éléments clés pour la réalisation de l'EPT :*
 - *Des fondations solides pour l'apprentissage et pour la vie à travers la protection et l'éducation de la petite enfance (objectif n° 1 de l'EPT)*
 - *Un financement adéquat pour l'EPT*
 - *Surmonter les menaces du VIH/SIDA qui pèsent sur l'EPT*
- ▷ *De renforcer la mobilisation politique des communautés nationales et internationale afin de poursuivre plus énergiquement les objectifs de l'EPT*

Résultats attendus

- ▷ *Souligner les actions prioritaires à entreprendre pour surmonter les principaux obstacles à la réalisation de l'EPT;*
- ▷ *Renforcer l'engagement en faveur de l'EPPE, y compris le soutien des donateurs à l'expansion des programmes EPPE;*
- ▷ *Aboutir à un accord sur l'augmentation ou, du moins, le maintien des ressources nationales affectées à l'éducation, en particulier l'éducation de base, ainsi que sur des stratégies pour encourager les donateurs à allouer davantage de fonds à l'éducation de base, en s'appuyant sur les engagements pris en 2005 et 2006;*
- ▷ *Prendre l'engagement de développer et/ou renforcer la réponse globale des secteurs de l'éducation face au VIH/SIDA;*
- ▷ *Aboutir à un accord sur l'usage et l'application du Plan d'action globale aux niveaux international, régional et national afin d'accélérer le progrès vers l'EPT et de susciter une plus grande cohérence parmi les partenaires EPT.*

Mardi 14 novembre 2006

9 h 30 – 12 h 30

Inscriptions à l'hôtel Oberoi Mena House, Le Caire

7 h 00

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Président :

- M. Yousry El Gamal, Ministre de l'éducation, Égypte

Discours d'ouverture :

- Mr Ahmed Nazif, Prime Minister, Egypt

Discours de bienvenue :

- M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

Suivie d'une réception offerte par le Ministre de l'éducation d'Égypte

Mercredi 15 novembre 2006

9 h 00– 10 h 00

Bienvenue et Introduction

Présentation :

- M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

Adoption de l'ordre du jour

Rapport sur le suivi du Communiqué de Beijing de 2005 et les récents développements :

- M. Peter Smith, Sous-directeur général pour l'éducation, UNESCO

10 h 00– 11 h 30

Séance de travail I :

Que faudra-t-il pour accélérer le progrès vers les objectifs de l'EPT ? – Dernières évaluations

- ▷ Qu'en est-il de l'approche globale de Dakar ?
- ▷ Les populations les plus désavantagées sont toujours exclues de l'éducation: comment parvenir à les inclure pleinement ?

Président :

- M. Abba S. Ruma, Ministre d'État pour l'éducation, Nigéria

Présentation :

Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 : Un bon départ – Protection et éducation de la petite enfance, par M. Nicholas Burnett, Directeur, Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT

- Mr Nicholas Burnett, Directeur, EFA Global Monitoring Report Team

Panélistes :

- M. Javed Ashraf Qazi, Ministre de l'éducation, Pakistan
- M^{me} AL-Mahmoud Sheikah, Ministre de l'éducation, Qatar
- M. Kailash Satyarthi, Président, Campagne mondiale pour l'éducation

11 h 30 am – 13 h 00

Séance de travail II :**Politiques et stratégies pour développer la protection et l'éducation de la petite enfance – qu'est-ce qui fait la différence au niveau des pays ?**

- ▷ Quelles sont les politiques et stratégies nécessaires pour atteindre les objectifs EPT ?
- ▷ Comment pouvons-nous mettre l'accent sur l'EPPE et lui donner les moyens adéquats pour atteindre ses objectifs ?

Président : • M. Yousry El Gamal, Ministre de l'éducation, Égypte

Panélistes :

- M^{me} Bente Nilson, Directrice générale adjointe, Département pour l'éducation et la recherche, Norvège
- M^{me} Rima Salah, Directrice exécutive adjointe, UNICEF
- M^{me} Louise Zimanyi, Co-directrice, Groupe consultatif sur la protection et le développement de la petite enfance

13 h 00– 14 h 30

Déjeuner offert par le Ministre de l'éducation d'Égypte

14 h 30 – 16 h 00

Séance de travail III :**Des réponses plus fortes et plus complètes du secteur de l'éducation face au VIH/SIDA**

- ▷ Dans certains contextes, le VIH/SIDA compromettra la réalisation des objectifs de l'EPT: comment assurer une réponse adéquate ?
- ▷ Cette épidémie qui perdure et s'aggrave réduit tant le nombre et la disponibilité des enseignants que la qualité de vie des enfants et de leurs familles. Comment maximiser notre réponse collective ?

Présidente • M. Saidi Kibeya, Ministre de l'éducation nationale et de la culture, Burundi

Panellists:

- M. Shaik Baksh, Ministre de l'éducation, Guyane
- M. Karega Mutahi, Secrétaire permanent, Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie, Kenya

16 h 00– 17 h 30

Séance de travail IV :**La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide: les promesses ne suffisent pas**

- ▷ Les ressources nationales et le soutien externe ne sont pas à la hauteur des besoins de l'EPT : comment combler cette lacune ?
- ▷ L'appel à une planification à long terme de l'éducation: les donateurs sont-ils pleinement engagés ?

Chairperson: • Mr Bambang Sudibyo, Minister of National Education, Indonesia

Panellists:

- M. Ricardo Henriques, Vice-ministre pour l'alphabétisation, l'éducation continue et la diversité, Brésil
- M^{me} Ruth Kagia, Directrice, Secteur de l'éducation, Banque mondiale
- M. Richard Cameron, Vice-President, CIDA, Canada

19 h 30 – 21 h 30

Dîner offert par le Directeur général de l'UNESCO

Jeudi 16 novembre 2006

9 h 00 – 10 h 30

Séance de travail V :

La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide: y a-t-il d'autres options ?

- ▷ Il faut explorer des moyens innovants de financement pour l'EPT: quelles perspectives pour des mécanismes liés à la dette ?
- ▷ Peut-on mettre des fonds à la disposition des pays à revenu moyen ?

Président : • M. Khaled Toukan, Ministre de l'éducation, Jordanie

Panélistes : • M. Pierre-André Wiltzer, Envoyé spécial du Gouvernement français et Ancien Ministre de la Coopération et de la Francophonie, France

- M. Abba S. Ruma, Ministre d'État pour l'éducation, Nigéria

10 h 30 – 12 h 00

Séance de travail VI :

Le partenariat dans le contexte du Plan d'action global pour la réalisation des objectifs de l'EPT

- ▷ Afin de mettre en application le Plan d'action globale au niveau national, il est nécessaire de renforcer les partenariats et de s'assurer de la participation des gouvernements, des agences de financement, de la société civile et du secteur privé. Quel rôle pour les partenaires dans ce processus ?

Président : • Ms Yasuna Provoste, Ministre de l'éducation, Chili

Panellists : • Dr Dimitry Livanov, Secrétaire d'État, Vice ministre pour l'éducation et la science, Fédération de Russie

- M. Richard Arden, Chef de Département, (Education), DFID, Royaume-Uni
- M^{me} Seham Negm, Coordinatrice régionale, le Réseau arabe pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes Consultation collective des ONG pour l'EPT

12 h 00 – 13 h 00

Séance de travail VII :

Comment aller de l'avant ?

Président : • M. Peter Smith, Sous-directeur général pour l'éducation, UNESCO

13 h 00 – 15 h 00

Déjeuner offert par le Directeur général de l'UNESCO

15 h 00 – 16 h 00

Adoption du Communiqué

Président : • M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

16 h 00 – 16 h 30

Remarques finales

M. Yousry El Gamal, Ministre de l'éducation, Égypte

17 h 00 – 18 h 00

Conférence de presse

Appendice V : Liste des manifestations annexes

Dates	Manifestations	Organisateur
12 novembre	Réunion technique sur l'UNGEI	Secrétariat de l'UNICEF et de l'UNGEI
12 novembre	Comité directeur de l'IMOA	Secrétariat de l'IMOA
12 novembre	Réunion du Comité stratégique du fonds catalytique	Banque mondiale
12 novembre	Fonds de développement des programmes d'éducation (EPDF)	Banque mondial
13 novembre	Comité consultative mondial de l'UNGEI	Secrétariat de l'UNICEF et de l'UNGEI
13 novembre	Présentation du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 <i>Un bon départ: Éducation et protection de la petite enfance</i> , par M. Nicholas Burnett et M. Abdel Moneim Osman	UNESCO
13-14 novembre	Réunion annuelle des partenaires de l'IMOA-EPT	Coprésidence de l'IMOA et Secrétariat de l'IMOA
14 novembre	Réunion informel de l'Équipe spéciale mondiale, Cairo	BIT

List of acronyms

ALECSO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science
ARV	Thérapie antirétroviral
UA	Union africaine
CGECCD	Groupe consultatif sur les soins et le développement de la petite enfance
ACDI	Agence canadienne de développement international
COMEDAF	Conférence des Ministres africains de l'éducation
CAD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)
E-9	Neuf pays très peuplés: Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria et Pakistan
EPPE	Éducation et protection de la petite enfance
EPT	Éducation pour tous
EPDF	Fonds de développement des programmes d'éducation
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
G8	Groupe des huit grandes nations industrialisées: Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Fédération de Russie, Royaume-Uni, États-Unis
PIB	Produit intérieur brut
VIH & SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine & syndrome d'immunodéficience acquise
ETII	Équipe de travail interinstitutions
BIE	Bureau international d'éducation
TIC	Technologie de l'information et de la communication
IIPE	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation
FMI	Fonds monétaire international
PMA	Pays les moins avancés
LIFE	Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PPP	Partenariat public privé
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGEI	Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
EPU	Enseignement primaire universel

RAPPORT 2006

Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous Sixième réunion

Le Caire, Egypte
14-16 Novembre 2006



La Sixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT) s'est tenue au Caire, du 14 au 16 novembre 2006. Convoqué chaque année par le Directeur général de l'UNESCO, le Groupe de haut niveau est chargé de « stimuler » l'engagement politique et la mobilisation des ressources techniques et financières dans le domaine de l'EPT. Cette année, la réunion du Groupe de haut niveau a rassemblé plus de 200 participants, parmi lesquels des représentants des pays en développement, des donateurs bilatéraux, des agences multilatérales, de la société civile et du secteur privé.

En s'appuyant sur les conclusions du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007, Un bon départ : Éducation et protection de la petite enfance*, le Groupe de haut niveau a mis l'accent sur les questions suivantes :

- ▶ l'évaluation et l'accélération des progrès en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT ;
- ▶ les politiques et stratégies visant à développer la protection et l'éducation de la petite enfance ;
- ▶ des réponses plus complètes du secteur de l'éducation face au VIH/sida ;
- ▶ la mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide ;
- ▶ la stratégies de mobilisation des ressources supplémentaires pour l'EPT ;
- ▶ les partenariats dans le cadre du Plan d'action global en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT ;
- ▶ la marche à suivre.

Le Groupe de haut niveau a publié un communiqué final pour exprimer sa ferme détermination à accélérer les progrès de l'EPT grâce à une action plus globale, plus coordonnée et mieux financée.